

LE PREMIER MINISTRE L'A SOULIGNÉ DEPUIS M'SILA

«Le Gouvernement est déterminé à relancer les projets confisqués»

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a procédé, hier, à l'inauguration d'une usine de production de rond à béton relevant de l'entreprise publique Fonderies d'Algérie (FONDAL), filiale du Groupe national de sidérurgie (SNS), dans la wilaya de M'sila. P 3



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE **La préservation du foncier agricole, un impératif**

La question du foncier agricole revient avec force au cœur du débat national. Lors du Conseil des ministres du 5 octobre 2025, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fermement instruit le gouvernement de ne pas détourner les terres agricoles de leur vocation initiale, même pour la création de projets publics. Une position claire, motivée par la nécessité de protéger un patrimoine stratégique déjà fragilisé par la pression démographique, l'urbanisation et la dégradation des sols.

P 2

2^E JOUR DU NAPEC 2025 **Les investisseurs manifestent leur intérêt pour l'Algérie**

Le deuxième jour du NAPEC 2025, organisé au Centre des Conventions d'Oran, a été marqué par une affluence soutenue et un intérêt renouvelé autour des thématiques liées à la transition énergétique. Exposants, experts et décideurs du secteur de l'énergie ont poursuivi leurs échanges dans une atmosphère dynamique, plaçant l'innovation technologique et les partenariats internationaux au centre des débats. Dans une enquête non exhaustive, que nous avons menée, investir en Algérie et une belle opportunité à saisir.

P 5

SONAREM **Les deux mines d'or de Tamanrasset relancées en 2026**

Le groupe minier industriel "Sonarem" s'attelle à relancer les mines d'or de "Tirek" et "Amesmessa", situées au sud-ouest de la wilaya de Tamanrasset, et ce dès 2026, après un arrêt d'activité de plusieurs années.

P 3

OFFICE NATIONAL DES STATISTIQUES

**Baisse de l'inflation
à 2,7%** P 2

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

**La BM revoit à la hausse
ses prévisions de croissance** P 3

ENERGIES RENOUVELABLES

**L'AIE anticipe un bond
des capacités mondiales
d'ici 2030** P 4

STRUCTURES MÉTALLIQUES
ET CUIVRÉES

Lancement de la
production d'un
"séparateur triphasé"
pour le groupe
Sonatrach

L'Entreprise nationale des structures métalliques et cuivrées (unité de Blida) a lancé, récemment, la production d'un séparateur triphasé d'une capacité de 11 mètres cubes, destiné à séparer l'eau, le gaz et le pétrole brut pour le compte du groupe Sonatrach, selon les déclarations de M. Amine Bourouis, chef du département exploration et offres au sein de l'entreprise. Dans une déclaration à l'APS, en marge de la 13e édition du Salon international "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference -NAPEC 2025", qui se poursuit à Oran, M. Bourouis a souligné qu'il existe une " forte demande " de la part de Sonatrach pour ce dispositif, désormais fabriqué à 100 % par des compétences algériennes, alors qu'il était auparavant importé. Il a également précisé que l'entreprise travaille actuellement à augmenter le taux d'intégration locale de 40 % à 60 % d'ici 2027. " Nous allons d'abord couvrir le marché national avec ce nouveau produit, puis viser l'exportation, en mettant particulièrement l'accent sur le marché africain ", a-t-il déclaré. Par ailleurs, l'entreprise produit également plusieurs autres équipements, notamment des stations-service mobiles d'une capacité de 40 mètres cubes, destinées aux zones éloignées pour le compte de la société Naftal, avec une forte demande enregistrée pour ce type de stations. Dans cette optique, l'entreprise ambitionne de satisfaire d'abord la demande locale, avant de s'orienter vers l'exportation, notamment vers l'Afrique comme première étape. L'Entreprise nationale des structures métalliques et cuivrées (unité de Blida), qui emploie environ 600 travailleurs, assure une production annuelle d'environ 10.000 tonnes de structures métalliques et de réservoirs de différentes capacités (allant de 1 à 200 mètres cubes), y compris des grandes cuves de stockage de carburant et d'autres produits.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La préservation du foncier agricole, un impératif

La question du foncier agricole revient avec force au cœur du débat national. Lors du Conseil des ministres du 5 octobre 2025, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fermement instruit le gouvernement de ne pas détourner les terres agricoles de leur vocation initiale, même pour la création de projets publics. Une position claire, motivée par la nécessité de protéger un patrimoine stratégique déjà fragilisé par la pression démographique, l'urbanisation et la dégradation des sols.

Par Mourad A.

Le chef de l'État a appelé à trouver d'autres mécanismes pour implanter les infrastructures publiques sur des assiettes non arables. « Les terres agricoles doivent rester consacrées à la production », a-t-il insisté. Cette directive intervient dans un contexte où la raréfaction des surfaces cultivables inquiète les experts du secteur, à l'image de Mustapha Benaoui, ancien cadre du ministère de l'Agriculture, qui alerte depuis plusieurs années sur la fragilité structurelle du foncier agricole en Algérie. Invité de la « Chaîne III » de la radio nationale, M. Benaoui a dressé un diagnostic sans concession : « L'Algérie dispose d'une Surface Agricole Totale (SAT) estimée à 45 millions d'hectares, mais seulement 8,5 millions d'hectares sont effectivement considérés comme Surface Agricole Utile (SAU). Le reste du territoire est composé de 4,5 millions d'hectares de forêts et de 32 à 33 millions d'hectares de parcours steppiques ». Pour l'expert, ces chiffres révèlent un déséquilibre profond entre le potentiel foncier

du pays et sa mise en valeur réelle. Il a rappelé que dans les années 1970, l'Algérie comptait 1,6 hectare de SAU par habitant, un chiffre aujourd'hui en forte baisse sous l'effet de la croissance démographique et de l'urbanisation galopante, notamment sur les terres les plus fertiles du Nord. « Nous avons concentré 87 % de la population sur 13 % du territoire. C'est une pression insoutenable pour un foncier déjà limité », a-t-il averti. La mise en garde du président Tebboune trouve ici tout son sens : détourner ces terres, déjà menacées par l'étalement urbain, reviendrait à affaiblir davantage la souveraineté alimentaire nationale. M. Benaoui abonde dans le même sens : « Chaque hectare perdu est une part de notre sécurité alimentaire qui s'effrite. Nous ne pouvons plus nous permettre de sacrifier des terres arables pour des projets administratifs ou industriels ». L'expert met également en lumière un autre paradoxe : près de 36 % de la SAU nationale, soit plus de 3 millions d'hectares, sont actuellement en jachère. Ce taux, l'un des plus élevés au monde, contraste avec les 6 à 7 % de moyenne mondiale et les 4 à 5 % observés en

Tunisie. Pour lui, au lieu de chercher de nouvelles assiettes foncières, il faut valoriser ce potentiel inexploité. « La jachère pourrait être partiellement reconvertie en cultures légumineuses, qui enrichissent les sols, réduisent les importations et consolident la souveraineté alimentaire », a-t-il proposé. En liant la protection du foncier agricole à une gestion plus rationnelle des terres existantes, les propos de M. Benaoui rejoignent parfaitement la vision exprimée par le président Tebboune. Tous deux plaident pour une politique cohérente d'aménagement du territoire, où chaque hectare agricole est préservé, valorisé et intégré à une stratégie de développement durable. La directive présidentielle marque ainsi un tournant décisif : l'Algérie entend désormais bâtir ses infrastructures sans sacrifier ses ressources agricoles. Et pour y parvenir, la planification territoriale, la numérisation du foncier et la concertation entre acteurs locaux apparaissent comme des leviers indispensables. « Le foncier agricole, c'est notre capital vital », a conclu M. Benaoui. « Le préserver, c'est préserver l'avenir ».

RENCONTRE ENTRE LE MINISTRE DU COMMERCE EXTÉRIEUR ET L'ANEXAL

Les perspectives de développement des exportations examinées

Par R E.

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a reçu, dimanche, le président de l'Association nationale des exportateurs algériens (ANEXAL), Tarek Boulmerka, et des membres de cette association, afin d'examiner la situation de l'exportation nationale et les perspectives de son développement, a indiqué un communiqué du ministère. La rencontre a permis d'évoquer la situation de l'exporta-

tion nationale et les perspectives de son développement, d'évaluer le niveau des exportations réalisées durant l'année 2024, et d'examiner les principaux défis auxquels font face les exportateurs, ainsi que les moyens de les traiter, dans le cadre d'une approche participative visant à améliorer le climat de l'exportation et à renforcer la compétitivité du produit algérien sur les marchés extérieurs", précise le document. Le ministre a réaffirmé, lors de cette rencontre, l'engagement du gouvernement à "poursuivre l'accompa-

gnement des exportateurs algériens et à élargir la base des opérateurs économiques actifs dans ce domaine", soulignant que le secteur du commerce extérieur œuvre à renforcer les partenariats commerciaux et à intensifier la coopération avec les différents pays, en vue d'ouvrir de plus larges perspectives au produit national sur les marchés extérieurs, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Pour sa part, M. Boulmerka a salué la volonté du ministère de

consacrer le principe du dialogue et de la concertation permanente avec les opérateurs économiques, exprimant la disponibilité de l'ANEXAL à contribuer activement à la réalisation de la stratégie nationale de promotion des exportations, a ajouté le communiqué. Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de "l'accompagnement des opérateurs économiques actifs dans le domaine de l'exportation et de la promotion de la concertation avec les organisations et associations professionnelles", conclut le document.

OFFICE NATIONAL DES STATISTIQUES

Baisse de l'inflation à 2,7%

Par R E.

Le rythme d'inflation annuel a connu une baisse à 2,7% à août dernier contre 3,1% en juillet 2025, a indiqué l'Office national des statistiques (ONS) dans un communiqué. "Le rythme d'inflation annuel septembre 2024 à août 2025 par rapport à septembre 2023 à août 2024, est de +2,7% contre +3,1% en mois de juillet 2025", précise l'Office. Il a indiqué que le rythme d'accroissement de l'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger, a baissé de 0,2% en

août 2025 par rapport à juillet 2025. Selon l'ONS, ce rythme "est nettement inférieur à celui observé au mois d'août 2024 +1,0% en août 2024 par rapport à juillet 2024". "Le résultat de 0,2% observé en mois d'août est, cependant, inférieur à celui relevé au mois de juillet 2025 (+0,4%), et s'explique essentiellement par l'augmentation modérée des prix des biens alimentaires qui a atteint 0,3%", explique-t-on de même source. Un recul des prix est observé pour un certain nombre de produits relevant de la catégorie des produits agricoles frais, en particulier la viande de

poulet (-6,0%) et les poissons (-12,8 %), alors que les prix des légumes et des fruits ont connu des augmentations de 10,1% et 9,7% respectivement, note encore l'ONS. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation enregistre, pour le mois d'août dernier, une baisse de 0,6% par rapport à juillet 2025 ajoute l'Office. Pour ce qui est des prix des produits alimentaires industriels, l'ONS a relevé "une relative stagnation. Il en est de même pour les prix des produits manufacturés et des services caractérisés par une stabilité".

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PREMIER MINISTRE L'A SOULIGNÉ DEPUIS M'SILA

« Le Gouvernement est déterminé à relancer les projets confisqués »

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a procédé, hier, à l'inauguration d'une usine de production de rond à béton relevant de l'entreprise publique Fonderies d'Algérie (FONDAL), filiale du Groupe national de sidérurgie (SNS), dans la wilaya de M'sila.

Par M A.

Cette visite de travail et d'inspection s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de relance industrielle et de valorisation des projets économiques récupérés par l'État dans la lutte contre la corruption. Implanté dans la localité de Draâ El-Hadja, ce projet industriel constitue un symbole fort du redéploiement du secteur sidérurgique algérien. Récupéré par l'État et confié à FONDAL le 10 août 2024, ce site industriel s'étend sur 23,9 hectares et a nécessité un investissement de près de 226 millions de dinars. Il est destiné à produire 650.000 tonnes de rond à béton par an, avec une valeur ajoutée estimée à 5,7 milliards de dinars au Produit intérieur brut (PIB). À terme, 450 emplois directs et de nombreux postes indirects seront créés, contribuant ainsi au développement socio-économique de la région. Avant la cérémonie d'inauguration, M. Ghrieb a suivi un exposé détaillé sur les activités et la stratégie de FONDAL, qui se spécialise dans la production et la commercialisation de pièces moulées en fonte et en acier. Le Premier ministre a ensuite inspecté les différentes lignes de production de cette usine, récemment rénovée, et a donné des instructions fermes pour que cette infrastructure retrouve toute sa place dans le paysage industriel national. Dans son allocution, le Premier ministre a réaffirmé la détermination du

Gouvernement à poursuivre la relance des projets confisqués dans le cadre de la lutte contre la corruption. « Le Gouvernement est déterminé à relancer les projets confisqués car il s'agit de l'argent du peuple et les citoyens doivent pouvoir en bénéficier », a-t-il déclaré, insistant sur le fait que ces unités doivent être réintégrées dans le cycle productif et participer à la croissance économique nationale. « Nous récoltons aujourd'hui les fruits des efforts consentis au cours des dernières années, conformément aux orientations du président de la République. Cette étape marque l'ouverture d'une nouvelle page dans le processus de développement national », a ajouté M. Ghrieb. De son côté, le directeur général de FONDAL, Zine El Abidine Ouis, a salué cette réhabilitation comme « un nouveau jalon dans l'édifice du tissu industriel national », soulignant que la relance de cette usine s'inscrit pleinement dans le programme présidentiel de soutien à l'économie nationale. Il a également rappelé que la reprise des actifs confisqués permet aujourd'hui à FONDAL de renforcer ses capacités de production et de se repositionner sur le marché national et africain. Dans une déclaration à l'APS, le directeur de l'industrie de la wilaya de M'sila, Abdelaziz Harrouz, a précisé que l'usine « vise à soutenir l'économie nationale, à couvrir les besoins du marché en rond à béton et à créer des emplois durables ». Il a

souligné que les travaux de maintenance et de modernisation se sont accélérés ces derniers mois grâce à un suivi régulier du gouvernement, dans le cadre des efforts de relance du secteur industriel local. M. Harrouz a également mis en avant la dynamique industrielle croissante dans la wilaya de M'sila, marquée par une vaste opération d'assainissement du foncier industriel. Depuis mars 2022, 1.653 projets d'investissement ont été inspectés, permettant la récupération des terrains non exploités, l'amélioration du climat d'affaires et la promotion des porteurs de projets. Le Premier ministre était accompagné, lors de cette visite, du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, ainsi que du ministre de l'Industrie, Yahia Bachir. Ensemble, ils ont insisté sur la nécessité de consolider la politique de réindustrialisation du pays, de favoriser la production nationale et d'accroître les exportations vers les marchés africains, notamment à travers la mise en œuvre des accords signés lors de la Foire commerciale intra-africaine (IATF 2025). Cette inauguration marque ainsi une nouvelle étape dans la reconquête industrielle du pays, traduisant la volonté du Gouvernement de transformer les anciens symboles de la corruption en leviers de prospérité nationale, au service du développement durable et de la souveraineté économique de l'Algérie.

SONAREM

Les deux mines d'or de Tamanrasset relancées en 2026

Synthèse Sirine R.

Le groupe minier industriel "Sonarem" s'attelle à relancer les mines d'or de "Tirek" et "Amesmesssa", situées au sud-ouest de la wilaya de Tamanrasset, et ce dès 2026, après un arrêt d'activité de plusieurs années. C'est ce que le PDG du groupe, Belkacem Soltani a annoncé hier dans un entretien accordé à l'APS. Il a en effet précisé que le groupe «œuvre à la relance des mines d'or de Tirek et d'Amesmesssa, dont la superficie totale s'élève à 140.800 hectares, et ce, dès l'année prochaine, après l'arrêt de leur exploitation en 2013». L'exploitation de ces deux mines "contribuera à développer la filière aurifère en Algérie, à travers l'augmentation des capacités de production et le renforcement des réserves, tout en créant de nouveaux emplois au profit des habitants de la région et en soutenant son développement économique», a affirmé M. Soltani. Le 1er octobre dernier, Sonarem a lancé

un appel à manifestation d'intérêt national et international destiné aux entreprises spécialisées dans l'exploration, l'exploitation et le développement des gisements aurifères, disposant d'une expérience avérée, en vue de créer une société par actions détenue à hauteur de 51 % par Sonarem et de 49 % par un partenaire étranger ou local, conformément aux dispositions de la nouvelle loi sur les mines, a indiqué le PDG de Sonarem. Selon lui, le projet portera sur la vérification des ressources aurifères existantes dans les deux mines, la découverte de nouveaux gisements, l'exploitation et le traitement durable du minerai d'or ainsi que son extraction à partir des résidus. Il inclura également l'exploration de la zone intermédiaire entre les deux sites appelée «Zita» et la valorisation des déchets issus de l'activité minière. L'Entreprise d'exploitation des mines d'or "ENOR" (filiale de Sonarem) avait extrait, entre 2001 et 2013, plus de 7 tonnes de minerai d'or des deux mines, à travers une fosse de 60 mètres de pro-

fondeur. Toutefois, les données techniques actuelles montrent que «la majeure partie du gisement se trouve à environ 400 mètres de profondeur, d'où le passage à l'exploitation souterraine nécessitant des moyens plus importants, d'autant plus que les estimations préliminaires font état de réserves avoisinant 60 tonnes d'or, pour une valeur supérieure à 4 milliards de dollars», a rappelé le même responsable.

Extraction de plus de 400 kg d'or depuis 2022 à travers le pays

L'attrait de la région pour l'investissement est renforcé par la présence de «résidus miniers accumulés suite aux activités antérieures, qui contiennent encore des quantités considérables de métal d'or. Cela leur confère une valeur économique supplémentaire et les rend éligibles à des opérations de traitement avancé, grâce aux techniques modernes d'extraction secondaire permettant de récupérer cette ressource précieuse avec une efficacité accrue, dans le cadre

d'une approche visant à optimiser l'exploitation des richesses et à limiter le gaspillage», a-t-il ajouté. Le Groupe «œuvre à la diversification et à l'extension de ses projets aurifères au cours des prochaines années, en créant un environnement attractif pour l'investissement étranger, ce qui permettra d'augmenter progressivement la production nationale, tout en se focalisant sur le sud, riche en ressources minières stratégiques», a-t-il affirmé. Ainsi, la production totale d'or entre 2022 et fin septembre dernier avait dépassé les 400 kg, incluant aussi bien les opérations industrielles qu'artisanales menées à travers les différentes régions du pays, a fait savoir le PDG de Sonarem qui a prévu une augmentation de cette production à l'avenir, notamment avec la relance des mines de "Tirek" et "Amesmesssa", ainsi que l'exploitation de deux nouvelles mines, sises à "Aïn Abegui" (In Guez-zam) et "Tekouiat" (Tamanrasset), pour lesquels le groupe a obtenu les permis d'exploitation.

MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD

La BM revoit à la hausse ses prévisions de croissance

Par R E.

La Banque mondiale (BM) prévoit, dans son dernier rapport consacré à la région du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Afghanistan et du Pakistan, que les économies de la région enregistreraient une croissance de 2,8% en 2025, révisant ainsi à la hausse ses précédentes estimations qui tablaient sur une progression de 2,6%, contre 2,3% réalisés en 2024. Intitulé "Emploie et femmes : talents inexploités, croissance non réalisée", le rapport table également sur une croissance économique régionale de 3,3 % en 2026, et ce malgré la persistance d'un contexte mondial marqué par l'incertitude liée aux transformations des échanges commerciaux, aux conflits et aux déplacements de populations. Dans ce cadre, les pays du Conseil de coopération du Golfe devraient tirer profit de la levée progressive des réductions volontaires de la production pétrolière ainsi que du dynamisme des secteurs non pétroliers. Les pays importateurs de pétrole, quant à eux, devraient bénéficier d'une amélioration économique soutenue par la consommation et l'investissement privés, ainsi que par le rebond de l'agriculture et du tourisme, précise le rapport. Le rapport met également l'accent sur la nécessité d'une meilleure intégration des femmes dans le marché du travail dans la région, soulignant que seule une femme sur cinq y participe actuellement, soit le taux le plus bas au monde, et ce malgré des progrès notables en matière d'éducation et de compétences. A ce propos, Ousmane Dione, vice-président de la BM pour la région, a appelé à "libérer tout le potentiel des femmes de la région, en levant l'ensemble des obstacles à leur inclusion grâce à des mesures globales", tout en soulignant que "l'existence d'un secteur privé dynamique, créateur d'emplois et porteur d'ambitions nouvelles, est la clé de véritables progrès". "L'augmentation du taux d'activité des femmes peut se traduire par d'immenses gains économiques", a déclaré Roberta Gatti, économiste en chef de la BM pour la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan. "La suppression des obstacles à l'emploi des femmes pourrait accroître le PIB par habitant de 20 à 30% en Egypte, en Jordanie et au Pakistan", a-t-elle ajouté.

MINES

Sonarem examine les voies de partenariat et de coopération avec la société indienne “Sreevel”

Le président-directeur général du Groupe Sonarem, M. Belkacem Soltani, a reçu une délégation de la société indienne "Sreevel", conduite par son directeur général, M. Darshan Srinivasan, avec lequel il a examiné les voies d'exploitation et de valorisation des ressources minières à haute valeur ajoutée, indique un communiqué du groupe. Lors de cette rencontre, M. Soltani a passé en revue les opportunités de partenariat dans plusieurs domaines de recherche et d'exploitation, notamment le projet de relance, en 2026, des mines d'or de "Tirek" et d'"Amesmessa", situées au sud-ouest de la wilaya de Tamanrasset. Il a évoqué les mesures incitatives que prévoit la nouvelle loi sur les activités minières pour attirer les partenaires étrangers, soulignant l'importance que les hautes autorités du pays accordent au développement du secteur minier à l'étape actuelle, dans le cadre de la promotion des exportations hors hydrocarbures. De son côté, la partie indienne a exprimé sa volonté d'établir un partenariat mutuellement fructueux pour la concrétisation de projets stratégiques dans le domaine de l'exploitation et de la valorisation de l'or, à travers le transfert des technologies modernes et la mise en place d'équipes techniques spécialisées capables d'utiliser ces techniques, notamment en matière d'exploitation minière souterraine à grandes profondeurs, et de formation de la main-d'œuvre algérienne dans ce domaine, ajoute le communiqué. Elle a en outre présenté les capacités et l'expertise de la société en matière d'exploitation et de valorisation du fer, selon la même source. La délégation indienne se rendra, comme convenu par les deux parties, sur les sites miniers dans la wilaya de Tamanrasset, pour s'enquérir de la situation actuelle, en prévision de la poursuite des discussions lors des prochaines rencontres et pour l'élaboration d'une feuille de route et d'un plan d'exécution pour concrétiser la coopération sur le terrain.

ENERGIES RENOUVELABLES

L’AIE anticipe un bond des capacités mondiales d’ici 2030

Les capacités mondiales d'énergie renouvelable devraient augmenter d'ici 2030, avec une hausse prévue de 4 600 gigawatts (GW), soit l'équivalent de la capacité totale actuelle de production d'électricité de la Chine, de l'Union européenne et du Japon, selon le rapport annuel Renewables 2025 de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) publié lundi sur son site web. Le solaire photovoltaïque devrait représenter environ 80 % de cette croissance, stimulé par des coûts faibles et des délais d'autorisation courts, précise la même source. L'éolien, l'hydroélectricité, la bioénergie et la géothermie contribueront également à cette progression, avec une accélération notable des installations géothermiques, notamment aux Etats-Unis, au Japon et

dans de nombreuses économies émergentes et en développement. Dans les économies émergentes d'Asie, du Moyen-Orient et d'Afrique, la compétitivité des coûts et le renforcement du soutien politique favorisent la croissance des énergies renouvelables. De nombreux gouvernements introduisent de nouveaux programmes d'enchères et relèvent leurs objectifs. L'Inde devrait devenir le deuxième plus grand marché mondial de croissance des énergies renouvelables après la Chine et atteindre confortablement son objectif ambitieux d'ici 2030. La part des énergies renouvelables dans les secteurs des transports et du chauffage devrait progresser modestement au cours des prochaines années.

Dernière composition de DZAIINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	450,00	NC	0,00	1,63	6,24	7,94	7,78	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 410,00	1415,00	0,35	0,38	-0,01	9,10	5,50	72768	102 966 720,00
BIOPHARM	BIO	2 351,00	NC	0,00	0,18	-1,71	6,25	6,81	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 118,00	2118,00	0,00	-5,39	-6,61	10,10	5,90	2072	4 388 496,00
EGH El Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,12	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	400,00	NC	0,00	2,99	-0,57	3,78	5,25	0	0,00

START-UP

Examen des moyens d’accompagnement dans les opérations d’importation pour la concrétisation de projets

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, a tenu lundi à Alger une séance de travail avec le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Nouredine Ouadah, consacrée à l'examen des questions relatives aux opérations d'importation concernant ces entreprises, indique un communiqué du ministère. Lors de la séance qui s'est tenue en présence des cadres des deux ministères, et qui s'inscrit dans le cadre de la coordination entre les départements mi-

nistériels, "les différentes préoccupations liées à l'accompagnement des start-up et des micro-entreprises dans la mise en œuvre de leurs programmes d'investissement et le financement de leurs besoins en produits importés nécessaires à la réalisation de leurs projets sur le terrain", ont été présentées et examinées", selon la même source. Dans ce cadre, il a été convenu de former un groupe de travail conjoint entre les deux ministères, chargé de formuler des recommandations pratiques permettant l'accompagnement de ces entreprises par le ministère du Com-

merce extérieur et de la Promotion des exportations, en garantissant un environnement propice à leur développement et à leur pérennité et en contribuant au renforcement de l'économie nationale s'appuyant sur la connaissance et l'innovation, ajoute le communiqué.

SNTF

Généralisation du service de réservation électronique pour les grandes lignes

La Société nationale de transport ferroviaire (SNTF) a annoncé, lundi, dans un communiqué la généralisation du service de réservation électronique pour les grandes lignes. La SNTF a précisé avoir procédé à la généralisation de l'acquisition des billets en ligne pour les grandes lignes, après avoir concerné, dans un premier temps, la ligne Alger-Oran, précisant que ce service s'effectue actuellement sur le site officiel de la SNTF, "en fonction du nombre de places disponibles". Cette mesure s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, pour l'amélioration du service public, notamment à travers l'adoption de la numérisation et l'utilisation des nouvelles technologies, ajoute le communiqué.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 سبتمبر 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Septembre 2025

Produits		Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²		المنتجات
		DA / Kg		دج / كلغ		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	54	62	47	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	63	75	50	الطماطم	
	Oignon sec	48	55	41	البصل الجاف	
	Ail sec	581	659	503	الثوم الجاف	
	Carotte	92	104	81	الجزر	
	Navet	104	117	92	لفت	
	Poivron	85	99	71	الفلفل الاخضر	
	Piment	116	135	97	الفلفل الحار	
	Courgette	97	111	82	الكوسة	
	Haricot vert	177	198	157	الفاصولياء الخضراء	
Laitue	110	125	96	الخس		
Fruits frais	Pomme locale	328	417	239	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	590	717	463	التمر	
	Banane	425	437	413	الموز	
	Melon	87	97	77	البطيخ الاصفر	
	Pastèque	80	90	70	البطيخ الاحمر	
	Raisin	215	277	152	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1810	1932	1688	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	387	399	375	الدجاج	
	Œufs (Unité)	18	19	17	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	95	101	89	حليب البقر (لتر)	

2^E JOUR DU NAPEC 2025

Les investisseurs manifestent leur intérêt pour l’Algérie

Le deuxième jour du NAPEC 2025, organisé au Centre des Conventions d’Oran, a été marqué par une affluence soutenue et un intérêt renouvelé autour des thématiques liées à la transition énergétique. Exposants, experts et décideurs du secteur de l’énergie ont poursuivi leurs échanges dans une atmosphère dynamique, plaçant l’innovation technologique et les partenariats internationaux au centre des débats. Dans une enquête non exhaustive, que nous avons menée, investir en Algérie et une belle opportunité à saisir.

De notre envoyé spécial Réda Hadi

Ainsi donc en ce deuxième jour, les conférences techniques de la journée ont mis en lumière les perspectives offertes par l’hydrogène vert, la décarbonation de l’industrie et l’intégration des énergies renouvelables dans le mix énergétique national. Plusieurs intervenants ont insisté sur l’importance de la coopération entre les acteurs publics et privés pour accélérer la modernisation du secteur énergétique algérien. En parallèle, les espaces d’exposition ont connu une forte affluence, témoignant de l’intérêt croissant des visiteurs pour les innovations présentées, allant des équipements de forage intelligents aux technologies de stockage d’énergie. Lors de son allocution d’ouverture, le ministre de l’énergie et des mines Arkab a appelé à plus d’investissements dans ce secteur. Dans les allées de ce salon professionnel, les représentants des entreprises chinoises sont en force. S’agissant d’investissements, un représentant d’une PME chinoise Xia Songlin de l’entreprise DEC,

se dit globalement satisfait de la nouvelle loi sur l’investissement. Pour ce représentant les opportunités offertes sont importantes et incitent à investir. Pour lui, le tissu des PME en Algérie, n’est pas dense, alors investir promet de beaux bénéfices, avec tout de même une certaine prudence, car le marché pétrolier est assez sélectif et retreint. Globalement les entreprises présentes à cette manifestation, se disent optimistes et ne cachent pas leur optimisme pour le marché algérien. Cherif Bouharb cadre chez Schneider Electric, entreprise impliquée dans la transition énergétique, l’efficacité énergétique, les solutions de digitalisation, l’Algérie possède des ressources naturelles importantes (gaz, pétrole), et vise à devenir un acteur majeur dans l’hydrogène vert, profitant de son ensoleillement, de ses espaces. Une raison pour laquelle mon entreprise est déjà présente et investit énormément. L’annonce d’un plan d’investissement de 60 milliards de dollars pour la période 2025-2029 dans les hydrocarbures, la pétrochimie, le raffinage, ajoute à l’engouement. Toutes les

entreprises sur nous avons rencontré, se disent satisfaites de la loi sur l’investissement et se disent prêtes à postuler pour jouer un rôle prépondérant dans notre pays. Pour le chargé de communication de Gold Card Industrial, société chinoise de solutions de numérisation de métrologie le marché algérien offre de vraies opportunités, tant le coût du travail est compétitif par rapport à certains pays, ce qui permet de réduire les coûts de production. Ajouté au faite, que l’Algérie est bien placée géographiquement entre l’Afrique et l’Europe, ce qui en fait une base intéressante pour servir les marchés méditerranéens, africains, voir européens. Les entreprises internationales montrent un grand intérêt pour investir en Algérie, particulièrement dans le secteur des hydrocarbures. Preuve en est que lors de l’appel d’offres "Algeria Bid Round 2024" lancé par l’Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), 37 entreprises internationales ont exprimé leur intérêt pour investir dans ce secteur.

ENERGIE SOLAIRE

Mise en service des deux premières centrales du projet de 3200 MW avant fin 2025

Les deux premières centrales photovoltaïques, réalisées dans le cadre du projet de 3200 MW, devraient entrer en service avant la fin de l’année 2025, indique lundi un communiqué du ministère de l’Energie et des Energies renouvelables. Il s’agit des centrales d’El Ghrous (wilaya de Biskra) et de Tendla (wilaya d’El-Meghaïer), d’une capacité de production de 200 MW chacune. Les travaux au niveau de ces deux centrales connaissent un "progrès notable", précise le communiqué. Ces deux centrales font partie du projet de 3200 MW en cours de réalisation, suite à la signature des

contrats y afférents en mars 2023. Ce projet englobe 22 centrales dont la capacité varie entre 80 et 220 MW, et représente la première phase du Programme national des énergies renouvelables visant la mise en service de 15.000 MW d’ici 2035. Concernant les principaux projets en cours de réalisation dans le secteur, le ministère a indiqué que plus de 33.320 exploitations agricoles ont été déjà raccordées au réseau électrique, l’objectif étant d’atteindre 100.000 exploitations raccordées avant la fin de l’année en cours, et ce "en appui aux efforts de développement économique où le secteur agricole figure parmi les

priorités". Au cours du mois de septembre dernier, plusieurs projets dans le domaine de l’électricité ont été mis en service, dont des postes de transformation et des lignes électrique à haute tension, dans les wilayas de Laghouat, El Tarf et Bejaïa. Le réseau électrique a également été renforcé par de nouvelles installations énergétiques dans les wilayas d’Aïn Defla, Oran, Saïda et Sétif, dans le cadre des efforts visant la continuité du service public. Dans le cadre de la contribution du secteur à la réussite de la rentrée sociale 2025-2026, il a été procédé au raccordement en électricité et en gaz de 693 établissements sco-

laires, universitaires et de formation, dont 682 établissements scolaires, huit structures universitaires et trois établissements de formation professionnelle. Le ministre de l’Energie et des Energies renouvelables, M. Mourad Adjal, préside des réunions avec les services du ministère et les organismes sous tutelle, afin de "définir la structuration du ministère garantissant ainsi une exploitation optimale des ressources humaines et une optimisation de l’efficacité de l’organisation administrative ainsi que l’élaboration d’une feuille de route pour le dernier trimestre de 2025", note le communiqué.

PROJETS DE DESSALEMENT EN ALGÉRIE

Un modèle conjuguant sécurité hydrique et transition énergétique

Par R E

Les projets de l’Algérie en matière de dessalement d’eau de mer présentés par Algerian Energy Compagny (AEC) (filiale du groupe Sonatrach) lors de la 13^{ème} édition du Salon international "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference - NAPEC 2025" comme un modèle conjuguant sécurité hydrique et transition énergétique, suscitent un vif intérêt de la part des délégations étrangères participantes. Dans les stands de cette exposition, la présentation détaillée du 2^{ème} programme national complémentaire de dessalement de l’eau de mer a capté l’attention des représentants de plusieurs entreprises, organismes et institutions énergétiques et hy-

drauliques d’Europe, d’Asie, d’Afrique et du Golfe Arabe, qui ont salué les aspects et les avantages techniques et environnementaux du projet, qui comprend la réalisation de six usines de dessalement le long de la côte, avec une capacité de production totale estimée à 1,8 million mètres cubes/jour, et l’utilisation de l’entreprise de 35 % d’énergie solaire pour alimenter ces stations. Les représentants de nombreuses délégations ont considéré ce programme comme une référence régionale combinant les engagements de sécurité hydrique, de préservation de l’environnement et d’exploitation intelligente des énergies propres, a précisé le responsable de communication d’AEC, Hachelaf Mouloud. Ces mêmes représentants, ajoute la même source, avaient souligné que "l’approche algérienne a

prouvé son sérieux en matière de prospective énergétique et environnementale, ce qui a permis de créer un véritable espace de coopération". Des organisations internationales spécialisées dans l’eau, l’environnement et l’énergie ont également indiqué que ce modèle est "l’un des plus grands projets intégrés de la région sud du bassin méditerranéen". Le projet algérien a reçu beaucoup d’éloges principalement pour l’intégration de l’énergie solaire à hauteur de 35 % dans le fonctionnement des stations, ce qui contribue à économiser d’importantes quantités d’énergie conventionnelle et à réduire les émissions de carbone conformément aux engagements internationaux de l’Algérie, soutenant ainsi les efforts de développement durable et la lutte contre les effets du changement clima-

tique. "Ce n’est pas simplement un projet structurant, mais un plan intelligent qui établit un modèle équilibré combinant progrès industriel et préservation de l’environnement", a indiqué une représentante d’une des agences chinoises de l’énergie. Algerian Energy compagny a affirmé sa pleine disposition à explorer les opportunités de partenariat et d’investissement avec toutes les parties internationales intéressées. A noter que les participants à la 13^e édition du NAPEC 2025, qui se déroule sur trois jours, s’accordent à dire que l’Algérie, à travers ses programmes ambitieux, notamment dans le dessalement d’eau de mer et son intégration avec l’énergie solaire, propose un modèle reproductible à l’échelle continentale et dans la région de la méditerranée.

NAPEC 2025

La réduction des émissions dans les domaines de l’exploration et de la production en débat

Le thème "Repenser l’amont pétrolier - Réduction des émissions et création de valeur dans l’exploration et la production", a fait l’objet d’une session technique organisée, mardi à Oran, dans le cadre de la deuxième journée de la 13^e édition du Salon international "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference" (NAPEC 2025). Des responsables du groupe Sonatrach et de la société américaine Occidental Petroleum ont affirmé, lors de cette session, que l’innovation, la numérisation et les technologies propres sont des piliers essentiels dans la transition vers une production pétrolière à faibles émissions, conformément aux nouvelles exigences environnementales mondiales. Les intervenants ont insisté sur le fait que la transition énergétique ne peut être réalisée sans l’intégration de systèmes numériques intelligents, et l’adoption de solutions technologiques avancées permettant une surveillance plus précise des émissions et une amélioration de la performance énergétique à toutes les étapes de la chaîne de valeur. A ce propos, M. Cherif Bedjaoui, directeur central chez Sonatrach, a indiqué que le groupe mise sur les technologies numériques telles que l’intelligence artificielle et l’internet des objets (IoT) pour surveiller les puits et gérer les installations à distance. Ces technologies contribuent à réduire les pertes et les émissions indésirables, tout en renforçant la sécurité des opérations et l’optimisation des ressources. De son côté, Warren Murdoch, Président-Directeur Général d’Occidental Petroleum, a souligné l’importance de la coopération technique entre les acteurs du secteur afin d’accélérer l’adoption de solutions de captage, d’utilisation et de stockage du carbone (CCUS) et de réduire la dépendance aux méthodes traditionnelles à fortes émissions. Il a également affirmé que l’innovation partagée est la meilleure voie vers l’atteinte des objectifs de neutralité carbone, sans compromettre la sécurité énergétique. En conclusion, les participants ont unanimement reconnu que l’avenir du secteur de l’amont est étroitement lié à la capacité des entreprises à s’adapter à la révolution numérique et à en faire un levier de durabilité, appelant à renforcer la coopération entre les entreprises nationales et internationales dans ce domaine.

IN-SALAH
Inauguration
d’une agence du
Crédit populaire
algérien

Une agence bancaire du Crédit populaire algérien (CPA) a été inaugurée lundi soir par son directeur général, Ali Kadri, en tant que structure appelée à apporter une réponse aux besoins de la wilaya en différents services bancaires. S’exprimant lors de la cérémonie inaugurale, M.Kadri, accompagné des autorités et élus locaux, a fait état du lancement de divers produits destinés aux fonctions libérales (médecins, avocats, commerçants), leur permettant de financer leurs projets, tels que l’acquisition du foncier adapté à leurs activités, annonçant, à ce titre, l’introduction dans les prochains jours d’autres produits en rapport avec le financement des activités agricoles, et ce, en vertu d’une convention signée dernièrement entre les banques publiques et le ministère de l’Agriculture. Il a assuré, dans ce contexte, que l’agence d’In-Salah (382) sera d’un grand soutien, à la fois au citoyen et aux investisseurs dans la capitale du Tidikelt, et un accompagnateur de la dynamique de son développement. Le wali d’In-Salah, Abdelkader Bendjima, a appelé, de son côté, les citoyens, les investisseurs et les acteurs économiques à s’impliquer dans l’essor de cette jeune wilaya, dont les premiers prémices paraissent déjà avec cette nouvelle agence bancaire, appelée à assurer des missions classiques et d’autres nouvelles telles que la finance islamique, et en œuvrant, forte de son potentiel et encadrement, à attirer les opérateurs de tous bords. Le directeur général du CPA a visité les différentes ailes de la nouvelle agence, où d’amples expli-

BORDJ BOU ARRÉRIDJ /PRÉVENTION DES RISQUES
PROFESSIONNELS DANS LE SECTEUR DU BTPH

Lancement d’une campagne
nationale de sensibilisation

Une campagne nationale de sensibilisation sur la prévention des risques professionnels dans les secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l’hydraulique a été lancée lundi depuis la wilaya de Bordj Bou Arréridj, sous le slogan "Matinée de la prévention" devant durer 1 mois à l’initiative de la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS).

Dans une déclaration à l’APS, le directeur central de la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles à la direction générale de la CNAS, Djamel Metari, a indiqué que "pour la deuxième année consécutive, la Caisse poursuit l’organisation de campagnes de sensibilisation visant à réduire les risques d’accidents du travail". Il a précisé que la campagne nationale, lancée depuis le siège de l’agence locale de la CNAS à Bordj Bou Arréridj, touchera 15 wilayas à travers le pays. Elle a pour objectif de sensibiliser les travailleurs et les employeurs à l’importance de la prévention, notamment dans le sec-

teur du bâtiment, des travaux publics et de l’hydraulique, représentant 39 % des accidents de travail traités par la Caisse. Il a ajouté "qu’une réunion a été tenue à cette occasion avec les différents intervenants à savoir les directions de l’emploi, la protection civile, des médecins du travail et des représentants de plusieurs entreprises pour discuter des causes de la hausse des accidents du travail" et qui se résumait, selon lui, à trois principales raisons, la non fourniture des équipements de protection individuelle et collective, le manque ou l’absence de formation et de qualification des travailleurs, l’absence ou l’insuffisance de conventions concernant la

médecine du travail dans ce secteur. Le nombre annuel d’accidents du travail en Algérie est estimé, selon le même responsable, à environ 50 000, dont plus de 600 accidents mortels, avec 39 % de ces accidents survenant dans le secteur du bâtiment, des travaux publics et de l’hydraulique. La principale cause identifiée est la chute des hauteurs, a indiqué la même source, précisant qu’un grand nombre de ces accidents peuvent être évités grâce à la formation des travailleurs, la mise à disposition d’équipements de protection et l’obligation pour les travailleurs de les utiliser.

TIARET

53 hectares réservés à la réalisation
d’un pôle urbain intégré

Une superficie de 53 hectares a été réservée dans le quartier Karman de la ville de Tiaret pour la réalisation d’un pôle urbain intégré, a annoncé, lundi, le wali, Saïd Khalil. M. Khalil a souligné, lors de sa visite à l’exposition organisée à l’occasion de la célébration de la Journée arabe de l’habitat, que cette assiette foncière de 53 hectares a été récupérée, récemment, dans le quartier Karman, après la démolition de

constructions illicites qui y avaient été érigées. Il a ajouté que l’exploitation du site a d’ores et déjà commencé, avec le lancement de la réalisation de 5.400 logements de différentes formules, ainsi qu’un centre de formation professionnelle. Il a insisté sur la nécessité d’intensifier les campagnes de nettoyage des espaces afin de faciliter la création de routes et la concrétisation de nouveaux projets, notamment des établissements de

santé, d’éducation, des infrastructures sportives et pour la jeunesse, des espaces verts, des lieux de loisirs, ainsi que divers services. Le même responsable a également indiqué que le quartier Karman, qui compte actuellement plus de 38.000 habitants, est appelé à devenir un grand pôle urbain, dans les prochaines années, ce qui implique de réunir toutes les conditions nécessaires pour offrir aux habitants une ville dotée de l’ensemble des ser-

vices essentiels. A cette même occasion, M. Khalil a inspecté dans le quartier Aït Amer Meziane, dans le chef-lieu de la wilaya, deux sites réservés à la construction d’une polyclinique et d’un poste de police de proximité. Il a également écouté les préoccupations des citoyens relatives à l’aménagement urbain et à la création d’un terrain de proximité, assurant que leurs doléances seront prises en charge prochainement.

MÉDÉA

91% du programme de logements affecté au secteur de l’habitat achevé

Le programme de logements, toutes formules confondues, affecté au secteur de l’habitat dans la wilaya de Médéa, entre 1999 et 2025, soit plus de 138 000 unités, affiche un taux de réalisation de plus de 91%, a indiqué, lundi, la directrice locale du logement. Sur un total de 138.488 logements, 126.235 unités ont été achevées, représentant un taux de réalisation de l’ordre de 91.15%, englobant notamment, 44.904 logements publics locatifs

(LPL), 12.325 logements promotionnels aidés (LPA) et 68.000 logements ruraux, a fait savoir la directrice du logement, Salima Talhi, à l’occasion de la Journée mondiale et arabe de l’habitat, célébrée le premier lundi d’octobre de chaque année. Elle a ajouté que 9247 logements, soit 6.68 % du programme global octroyé à la wilaya durant cette période, sont en cours de réalisation, tandis que 3006 autres logements sont

en phase de lancement, ce qui équivaut à 2.17 % de ce programme. La même responsable a fait part, en outre, de la distribution de pas moins de 44.026 logements, entre 2020 et 2025, dont 16.231 LPL, 6687 logements de type location-vente et 3054 LPA, en plus de 15.668 aides pour l’habitat rural. L’Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) a récemment lancé une vaste

opération de vente de locaux à usage commercial appartenant à son patrimoine afin d’augmenter ses ressources financières, a affirmé le directeur général de l’OPGI de Médéa, Houcine Titaouni en marge de cette journée. Le quota proposé à la vente est composé de 354 locaux répartis sur des sites immobiliers situés dans neuf communes, dont notamment Berrouaghia, Médéa, Ain-Boucif et ksar-el-Boukhari, a-t-il détaillé.

LAGHOUAT

D’importants atouts touristiques et larges perspectives d’investissement

La wilaya de Laghouat renferme d’importantes potentialités touristiques susceptibles d’ouvrir de prometteuses perspectives d’investissement, de contribuer à l’impulsion du développement local et de générer des emplois. Laghouat, qui s’apprête à accueillir la nouvelle saison touristique saharienne, recèle divers atouts allant des sites naturels aux monuments archéologiques et religieux, en plus d’installations énergétiques lui conférant une dimension touristique multiforme, a affirmé le directeur du Tourisme et de l’Artisanat (DTA), Abdelwahab Bakli. Parmi ses atouts, trois zones d’expansion touristique (ZET) dans les communes de Laghouat, Ain-Madhi et la

wilaya déléguée d’Aflou, constituant des espaces appropriés pour servir d’assiettes à de nouveaux projets susceptibles d’accroître les capacités d’accueil de la wilaya, qui recense actuellement neuf structures hôtelières totalisant 436 lits, a fait savoir le DTA. Ces installations seront renforcées, avant fin 2025, par l’entrée en exploitation de deux hôtels, à Laghouat et Aflou, en sus de deux autres établissements du genre à réceptionner durant le premier trimestre de l’année prochaine. Pour le chercheur en patrimoine touristique, Mourad Badrina, de l’université Amar-Thelidji de Laghouat, cette wilaya constitue une destination très prisée, au regard de ses capacités

aux dimensions spirituelles, économiques et historiques. Il a cité, à ce titre, le siège du Califat général de la Tariqa Tidjania d’Ain-Madhi, qui enregistre annuellement, en tant que centre de rayonnement spirituel, l’afflux de milliers de visiteurs, adeptes et disciples notamment, venant, de l’intérieur et de l’extérieur du pays, prendre part à différents événements et séminaires. Outre ces potentialités culturelles et religieuses, Laghouat occupe une place de choix en tant que portière économique nationale et internationale, avec ses importantes installations énergétiques, dont le complexe gazier de Hassi-R’mel, grand pôle énergétique et une des destinations privilégiées du

tourisme d’affaires en Algérie. Cette région énergétique sert également de cadre à des manifestations techniques et économiques pour de nombreuses délégations, investisseurs et experts, et s’attèle, face aux flux de visiteurs, à développer davantage ses structures hôtelières et ce type de tourisme. Au plan culturel, Laghouat détient, de par sa longue histoire, un riche patrimoine immatériel et matériel, consistant en des gravures rupestres disséminées à travers différentes régions, à l’instar de celles d’El-Ghicha et Djebel Amour, relatant des passages de civilisations dans la région depuis des millénaires.

REMETTRE EN CAUSE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Une arme pour riposter à Trump

Les lois intégrées aux accords commerciaux protègent les mécanismes d'extraction de rente des entreprises américaines et limitent notre capacité à réparer ou à améliorer nos propres appareils, qu'il s'agisse de téléphones, de tracteurs ou de pompes à insuline. L'abrogation de ces mesures pourrait générer des économies substantielles, s'élevant à plusieurs milliards de dollars, et constituerait un revers significatif pour les riches donateurs de l'administration Trump.



Par Cory Doctorow

Les tarifications douanières imposées par Donald Trump exigent une réponse forte. Partout dans le monde, celle-ci a pris la forme de représailles tarifaires, une stratégie qui présente des inconvénients graves et évidents. Au terme de plusieurs années marquées par des chocs pandémiques et une « greedflation » (inflation alimentée par la cupidité, ndlr), les populations du monde entier sont éprouvées par l'inflation et rares sont les gouvernements prêts à prendre le risque de nouvelles hausses de prix. Bien que la communauté internationale ait raisonnablement exprimé son indignation face aux propos annexionnistes et aux actes bellicieux de Trump, cette colère ne devrait pas se traduire par un soutien populaire en faveur d'une hausse des prix des produits de consommation courante. Les responsables politiques du monde entier ont intégré une leçon majeure ces vingt-quatre derniers mois : lorsqu'un gouvernement préside à une hausse inflationniste des prix, il s'expose à un risque de perte du pouvoir lors des prochaines élections. Heureusement, il existe une autre réponse politique aux droits de douane, qui permettra de réduire considérablement les prix pour les partenaires commerciaux américains frappés de plein fouet par ces mesures, tout en favorisant l'émergence d'entreprises technologiques nationales rentables et orientées vers l'exportation. Ces entreprises pourraient vendre des outils et des services aux entreprises locales, profitant ainsi aux industries mondiales de l'information et de la culture, aux éditeurs de logiciels et aux consommateurs. Quelle réponse ? Abroger les « lois anti-contournement » qui interdisent aux entreprises nationales de procéder à la rétro-ingénierie des « verrous numé-

riques ». Ces lois anti-contournement empêchent les agriculteurs du monde entier de réparer leurs tracteurs John Deere, les mécaniciens de diagnostiquer votre voiture et les développeurs de créer leurs propres boutiques d'applications pour téléphones et consoles de jeux. Ces lois anti-contournement et leurs dispositions radicales ont été justifiées par la nécessité de garantir un accès exempt de droits de douane aux marchés américains. Résultat : cela fait maintenant plus de dix ans que les entreprises américaines des secteurs de la technologie, de l'automobile, des technologies médicales et des technologies agricoles profitent de cette extraction de rente.

Des cartouches d'imprimantes aux Tesla

L'abrogation des lois anti-contournement permettrait aux petites entreprises technologiques du monde entier de fabriquer et d'exporter des outils permettant de « débrider » les tracteurs, les imprimantes, les pompes à insuline, les voitures, les consoles et les téléphones. Nous pourrions mettre fin à ce système inefficace dans lequel un euro, un dollar ou un peso dépensé pour une application locale fait un aller-retour à Cupertino, en Californie, et revient avec 30 % de valeur en moins. Les entreprises nationales pourraient par exemple exporter des outils de débridage pour imprimantes afin d'aider les vendeurs de cartouches d'encre tiers, brisant ainsi l'emprise du cartel de l'encre pour imprimantes, lequel a fait grimper les prix à plus de 2.600 dollars le litre, faisant de l'encre le liquide le plus cher qu'un civil puisse acheter sans permis. Partout dans le monde, les mécaniciens pourraient proposer un service de déverrouillage Tesla à prix fixe, offrant aux propriétaires un accès permanent à toutes les mises à jour logicielles et

fonctionnalités incluses dans l'abonnement. Ces mises à jour seraient conservées lors de la revente du véhicule, ce qui augmenterait sa valeur. Ce serait une manière bien plus efficace de riposter contre Elon Musk que de simplement dénoncer son salut nazi (Musk apprécie probablement l'attention que cela lui apporte). Le débridage des Tesla s'attaquerait aux sources de revenus réguliers qui expliquent le ratio cours/bénéfice plus que farfelu de Tesla, sapant ainsi la valeur des actions que Musk utilise comme garantie pour obtenir des prêts afin d'acquérir des actifs comme X/Twitter ou financer des campagnes électorales. Oubliez les manifestations devant les concessions Tesla : frappez Musk là où ça fait mal. En effet, l'abrogation des mesures anti-contournement constituerait une attaque frontale envers les entreprises dont les PDG ont entouré Trump lors de son investiture.

La politique du contrôle numérique

L'historique législatif de ces lois anti-contournement est une succession ininterrompue de scandales. Les lois anti-contournement du Mexique ont été adoptées au milieu des confinements liés à la pandémie, à l'été 2020, dans le cadre de son adhésion au traité États-Unis-Mexique-Canada (USMCA) de Trump (qui succède à l'ALENA). Ces lois étaient tellement abusives qu'elles ont immédiatement fait l'objet d'un examen par la Cour suprême. On peut aussi citer le cas du Canada, où le projet de loi C-11, adopté en 2012, est l'équivalent canadien de la loi anti-contournement. Avant son adoption, Tony Clement, alors ministre de l'Industrie du Premier ministre conservateur Stephen Harper (aujourd'hui disgracié pour harcèlement sexuel), et James Moore, ministre du Patrimoine, ont participé aux consultations sur la proposition.

6.193 Canadiens ont exprimé leur opposition à cette proposition. Seuls 53 répondants l'ont soutenue. Moore a rejeté les 6.193 commentaires négatifs, expliquant lors d'une réunion de la Chambre de commerce internationale à Toronto qu'il s'agissait d'opinions « puériles » émises par des « extrémistes radicaux ». Les répercussions du projet de loi C-11 se font encore sentir aujourd'hui. L'automne dernier, le Parlement canadien a adopté un projet de loi sur le droit à la réparation (C-244) et un projet de loi sur l'interopérabilité (C-294). Ces deux lois permettent aux Canadiens de modifier les produits technologiques américains, des tracteurs aux grille-pain intelligents, à condition de ne pas avoir à briser un verrou numérique pour le faire. Positives sur le papier, ces lois ont peu d'effets en pratique : tous les produits que les États-Unis exportent vers le marché canadien sont protégés par des verrous numériques, réduisant ainsi les règles nationales en matière de réparation et d'interopérabilité à de simples ornements sans utilité. Le projet de loi C-11 pourrait être aisément adapté pour se conformer aux obligations internationales, telles que définies par des traités commerciaux (par exemple, l'Organisation mondiale du commerce), sans pour autant ouvrir la voie à des pratiques de captation de rente. La loi pourrait être modifiée pour ne s'appliquer que dans les cas où le contournement d'un verrou numérique entraîne une violation du droit d'auteur. Cette modification mineure a pour effet de préserver les protections accordées aux œuvres créatives, tout en mettant fin à la pratique abusive qui limite votre liberté de choix en matière de réparation de vos appareils, d'acquisition de vos applications et d'encre d'imprimante. Presque tous les pays ont adopté des lois anti-contournement, comme l'accord de libre-échange entre l'Australie et les États-Unis ou la directive européenne de 2001 sur le droit d'auteur et la société de l'information. En échange, les États-Unis ont donné accès à leur marché sans droits de douane. Le démantèlement soudain et imprévu du système commercial mondial par Trump est un véritable chaos, mais lorsque la vie vous présente un défi, il est préférable de s'adapter. La modification de la loi anti-contournement ne mettra pas fin à l'impérialisme économique américain, mais elle constitue une attaque ciblée et dévastatrice contre les activités les plus rémunératrices des entreprises les plus rentables des États-Unis. Aucune autre mesure ne permettrait d'obtenir un tel rendement en termes de dollars, d'euros, de yens, de reals ou de roupies.

Source : lsvl.fr ; publié le 1 mai 2025

ARABIE SAOUDITE
Le budget pour
2025 approuvé

L'Arabie saoudite a approuvé, le budget de l'État pour 2025, avec des recettes prévues à 1 180 milliards de riyals saoudiens (315,73 milliards de dollars; 1 dollar = 0,95 euro) et des dépenses à 1 280 milliards de riyals saoudiens, conduisant à un déficit de 101 milliards de riyals saoudiens. Le ministère des Finances prévoit une croissance du PIB réel de l'Arabie saoudite de 4,6% en 2025, contre une estimation de 0,8% en 2024. Cette croissance sera alimentée par une augmentation des activités du secteur non pétrolier, selon le communiqué. Les chiffres s'alignent sur les projections de la déclaration prébudgétaire du ministère en septembre, indiquant une baisse de 4% des recettes, une baisse de 4% des dépenses et une réduction de 12% du déficit par rapport aux dernières estimations de 2024. Les prévisions pour 2025 sont basées sur un scénario de référence, qui représente un juste milieu entre des projections de recettes plus élevées et plus basses, en tenant compte des changements potentiels de l'activité économique et des conditions du marché mondial du pétrole. Le ministère prévoit que le déficit restera à des niveaux similaires à moyen terme, avec 130 milliards de riyals saoudiens en 2026 et 140 milliards de riyals saoudiens en 2027, sous l'effet des politiques stratégiques de dépenses expansionnistes du gouvernement visant à encourager la diversification économique et la croissance durable. Les recettes devraient augmenter au cours des deux prochaines années, pour atteindre environ 1 300 milliards de riyals saoudiens en 2027. La dette totale du Royaume devrait atteindre 1 300 milliards de riyals saoudiens en 2025, soit 29,9% du PIB, ce qui correspond à un niveau soutenable pour répondre aux besoins de financement. Les projections révisées pour le budget 2024 de l'Arabie saoudite indiquent un déficit de 115 milliards de riyals saoudiens et la dette totale devrait atteindre 1 200 milliards de riyals saoudiens, soit 29,3% du PIB. Le budget de l'année fiscale 2025 donne la priorité au maintien des services essentiels pour les citoyens et les résidents, tout en accélérant les dépenses sur les projets et les secteurs clés.

LIBYE

Après l'onshore, Eni relance la recherche d'hydrocarbures en mer

En octobre 2024, la compagnie pétrogazière italienne Eni avait relancé ses activités d'exploration d'hydrocarbures en Libye, notamment dans le bassin de Ghadamès, où le groupe cible des gisements commercialement viables.

Eni North Africa, la filiale du groupe italien Eni, a repris des travaux d'exploration offshore au nord-ouest de la Libye. L'information a été annoncée par la National Oil Corporation (NOC) et reprise dimanche 5 octobre par la presse locale. Ces activités concernent spécifiquement le forage d'un nouveau puits (C1-16/4) dans la zone D (anciennement MN41), localisée à environ 95 kilomètres des côtes libyennes. La reprise des travaux dans cette zone marque une nouvelle étape dans la relance des forages d'exploration en mer, interrompus depuis 2020 en raison de la pandémie de Covid-19 et des difficultés logistiques liées à l'instabilité politique. Selon les détails rapportés par la presse spécialisée, le forage est mené en partenariat avec la NOC dans le cadre du contrat de partage de production (PSC) en vigueur sur la zone D, depuis la plateforme Scarabeo-9, à une profondeur d'eau d'environ 743 mètres.

Cette zone est voisine du champ gazier Bahr Essalam, également opéré par Eni, dont les installations sous-marines sont reliées au complexe côtier de Mellitah et au gazoduc Greenstream, utilisé notamment pour exporter le gaz libyen vers la Sicile, en Italie.

Du désert au large, la continuité de la stratégie d'Eni

La relance par Eni de l'exploration offshore qui intervient environ un an après une initiative similaire à terre dans le bassin de Ghadamès, s'inscrit dans la stratégie d'ensemble du groupe visant à consolider sa présence en Afrique du Nord. Cette orientation s'est traduite notamment par de nouveaux contrats signés avec Sonatrach en 2022 en Algérie, ainsi que par l'extension de la licence du champ gazier Zohr et l'attribution de nouveaux blocs d'exploration dans le delta du Nil en 2023.

Alors que la compagnie œuvre à sécuriser l'approvisionnement énergétique de l'Europe, elle privilégie les opérations en mer, jugées plus sûres que les activités onshores encore exposées à des tensions tribales et politiques. Selon les données de l'U.S. Energy Information Administration (EIA), la Libye disposait de 53 Tcf de réserves prouvées de gaz à fin 2023 avec une production estimée à 394 mmcf cette même année. La NOC et Eni ont lancé, toujours en 2023, le projet offshore Structures A & E, évalué à environ 6 Tcf de gaz naturel. Ces données illustrent un potentiel sous-exploité, la production actuelle restant dominée par les grands champs onshore du bassin de Syrte. En avril 2025, la National Oil Corporation (NOC) a lancé un nouveau cycle d'appel d'offres portant sur 22 blocs d'exploration, dont 11 situés en mer, une première depuis 2008.

ÉGYPTE

QatarEnergy acquiert 27 % d'intérêt dans le bloc en mer North Cleopatra

Ces dernières années, la compagnie pétrolière QatarEnergy est dans une logique d'expansion de ses activités pétrolières en Afrique. L'acquisition d'une participation dans le bloc 2913B en Namibie sur lequel du brut a été découvert en 2022, illustre cette dynamique. Le groupe QatarEnergy a annoncé dans un communiqué publié le dimanche 5 octobre, l'acquisition d'une participation de 27 % dans le bloc offshore North Cleopatra, situé au large de l'Égypte. Ces intérêts ont été acquis auprès de la multinationale Shell, opératrice du projet. L'accord, encore soumis à l'approbation des autorités égyptiennes, reconfigure la répartition des parts sur le bloc. Shell conservera ainsi 36 % et son rôle d'opérateur, tandis que Chevron détiendra 27 % aux côtés de la société publique Tharwa Petroleum Company (10 %).

Le bloc North Cleopatra couvre plus de 3400 km² à des profondeurs atteignant 2600 mètres dans le bassin d'Hérodote. Cette zone est jugée prometteuse depuis la découverte en 2015 par Eni du champ Zohr, qui a mis en lumière le potentiel gazier considérable des eaux égyptiennes. Ce développement s'inscrit dans un contexte de relance de l'exploration offshore engagée par l'Égypte depuis 2021 et intensifié cette année notamment avec la signature de nouveaux accords conclus par le ministère du Pétrole et des Ressources minérales. Ces contrats, d'un montant cumulé d'environ 340 millions de dollars, prévoient le forage d'une dizaine de puits en mer Méditerranée et dans le delta du Nil, avec la participation de Shell, Eni, BP et EGAS. Cette relance vise à compenser le déclin naturel de gisements matures, à répondre à la demande intérieure croissante et à préserver les capacités d'exportation de gaz naturel liquéfié (GNL) depuis les terminaux de Damiette et Idku, piliers de la stratégie énergétique égyptienne. Ces derniers mois, QatarEnergy

a renforcé sa présence régionale à travers son entrée dans le bloc North El-Dabaa aux côtés de Chevron, ainsi que ses coopérations avec ExxonMobil sur les blocs North Marakia et Cairo Offshore. Sa participation dans North Cleopatra s'intègre à la stratégie d'expansion internationale du groupe qui a accru ses intérêts dans plusieurs bassins africains et méditerranéens. La société a notamment réalisé des acquisitions dans deux blocs en Namibie auprès de TotalEnergies, 24 % dans le bloc 3B/4B en Afrique du Sud, 40 % dans le bloc C-10 en Mauritanie et plus récemment 35 % dans le bloc offshore Nzombo au Congo.

OLIVES EN TUNISIE

Vers une production record estimée à 500 000 tonnes

Le secrétaire général de l'Union nationale des producteurs d'olives au sein de l'UTAP, Mohamed Nasraoui, a affirmé lundi 6 octobre 2025 que les premières estimations indiquent une récolte d'olives supérieure à celle de la saison écoulée, à condition que l'automne soit pluvieux. Selon lui, les pluies automnales jouent un rôle décisif dans la détermination des volumes définitifs. L'organisation agricole a participé à plusieurs réunions avec le ministère de l'Agriculture, soumettant une série de recommandations liées au financement de la récolte, au stockage de l'huile d'olive et aux interventions de

l'Office national de l'huile. La capacité de stockage actuelle en Tunisie dépasse 400 000 tonnes, dont 100 000 tonnes gérées directement par l'Office, ce qui permet d'éviter toute saturation. Nasraoui a toutefois insisté sur l'importance de financer la phase post-récolte pour soutenir les huileries et les exportateurs.

Commercialisation et exportation

Concernant la commercialisation, Nasraoui a souligné, dans une déclaration à Mosâique, que la Tunisie avait déjà exporté 252 000 tonnes d'huile d'olive jusqu'à fin août dernier. Il a

ajouté que les difficultés se concentrent généralement entre décembre et janvier, période de pointe de la récolte. La Tunisie mise de plus en plus sur la valorisation de l'huile conditionnée, avec plus de 30 000 tonnes exportées en bouteilles lors de la saison écoulée, un record historique. Si l'Italie et l'Espagne demeurent les principaux débouchés, la Tunisie cherche à s'implanter davantage sur les marchés asiatiques et africains. La situation aux États-Unis reste stratégique : malgré la décision du président américain Donald Trump d'augmenter les droits de douane, des négociations sont envisagées pour maintenir la

compétitivité de l'huile tunisienne, notamment en version conditionnée. Sur le marché local, le prix de l'huile d'olive reste indexé sur les cours mondiaux. « Nous ne voulons pas de prix trop élevés pour éviter que le consommateur tunisien se détourne de son produit national, ni de prix trop bas qui mettraient en péril la rentabilité des agriculteurs », a insisté Nasraoui. Les experts estiment que la Tunisie pourrait atteindre une récolte record de 500 000 tonnes pour la saison 2025-2026, consolidant ainsi son rôle de leader mondial de l'huile d'olive tout en renforçant sa stratégie d'exportation vers de nouveaux marchés.

BURKINA FASO

Les autorités suspendent l'importation de poussins de chair

Au Burkina Faso, l'aviculture est le principal segment d'activité dans le secteur de l'élevage, concentrant près de 50 % de l'effectif du cheptel national.

En quête de souveraineté alimentaire, le gouvernement adopte une nouvelle mesure visant à stimuler la production locale de poulets de chair. Le gouvernement a annoncé, le vendredi 3 octobre, la suspension temporaire de l'importation de poussins de chair. La décision a été officialisée par un communiqué du ministère de l'Agriculture, des Ressources animales et halieutiques, qui précise que les autorisations d'importation, habituellement délivrées par la Direction générale des services vétérinaires, sont gelées jusqu'à nouvel ordre. « Une évaluation des capacités de production internes a révélé que l'offre na-

tionale en poussins de chair est suffisante pour satisfaire la demande des producteurs. La suspension concerne toutes les races ou souches de poussins destinées à la production de viande », souligne le ministère. Selon les autorités, cette mesure vise notamment à préserver la filière avicole nationale et à renforcer la souveraineté alimentaire du pays. Elle traduit en outre la volonté de stimuler la production nationale et de consolider la compétitivité des acteurs locaux. Avec la suspension des importations, le défi sera de substituer durablement les volumes importés par une offre locale

compétitive, dans un contexte où les besoins de consommation sont appelés à augmenter avec la croissance de la population. Les données compilées sur la plateforme Trade Map indiquent par exemple que le Burkina Faso a importé en moyenne pour 736 000 \$ de poussins entre 2020 et 2024, avec un pic de 1,06 million \$ atteint en 2024. Selon les flux des importations, le Maroc, la Belgique, la France et la Turquie comptaient parmi les principaux fournisseurs étrangers du pays des Hommes intègres durant l'année 2024.

ANGOLA

Le chinois Huawei prévoit de construire un centre de recherche et développement

Le centre R&D, qui fait partie de la stratégie d'expansion des activités en Afrique, ambitionne d'accélérer le développement de secteurs stratégiques tels que l'éducation, la santé et la connectivité. La firme chinoise des technologies Huawei a annoncé, le vendredi 3 octobre 2025, qu'il prévoit d'installer un centre de recherche et développement (R&D) en Angola pour renforcer l'inclusion numérique dans ce pays. Huawei construira un centre de recherche et développement en Angola d'ici 2027. L'objectif est de renforcer l'inclusion numé-

rique et d'accélérer le développement de secteurs stratégiques tels que l'éducation, la santé et la connectivité, en favorisant un accès équitable aux nouvelles technologies », a déclaré son directeur général pour les pays lusophones, António Hou, à l'issue d'une rencontre avec le chef de l'État angolais, João Lourenço, à Luanda. « Nous pensons que la technologie ne doit pas être le privilège de quelques-uns. Nous continuerons de contribuer à la réalisation de l'accès universel à Internet et aux avantages de la transformation numérique en

Angola », a-t-il ajouté. Le nouveau centre, dont l'emplacement exact est encore à l'étude, fait partie de la stratégie d'expansion des activités en Afrique. « Nous avons déjà inauguré notre siège régional Huawei pour toute l'Afrique cette année, et ce centre R&D sera la deuxième initiative majeure que nous mettrons en œuvre d'ici l'année prochaine », a précisé M. Hou à la presse angolaise. Le dirigeant de Huawei a par ailleurs révélé que son groupe prévoit de nouer des partenariats avec des universités an-

golaises afin de former 7000 talents dans des domaines tels que l'intelligence artificielle (IA), la connectivité et les technologies émergentes d'ici 2027. Fondé en 1987, le groupe Huawei est un leader mondial des infrastructures de télécommunications. La multinationale, qui opère dans plus de 170 pays et emploie environ 207 000 collaborateurs, produit également des smartphones, des tablettes, des ordinateurs portables et d'autres appareils connectés. Elle propose également des solutions de cloud computing, d'IA et de Big Data.

SÉNÉGAL

La SONACOS prévoit une nouvelle unité de traitement d'arachide à Touba

Au Sénégal, l'arachide est la deuxième source de recettes d'exportation du secteur agricole après les produits halieutiques. Principal acteur sur le segment de la transformation, la SONACOS souhaite renforcer sa capacité opérationnelle dans l'industrie. La Société nationale de commercialisation des oléagineux (SONACOS) veut renforcer ses capacités de transformation dans la filière arachidière. Dans un communiqué publié le jeudi 2 octobre sur son site, l'entreprise publique a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec Focus Investment Group (FIG) pour l'installation d'une nouvelle unité industrielle au sein de la Zone économique spéciale (ZES) de Touba. « Ce partenariat avec Focus Investment Group marque une étape déterminante dans la stratégie de développement de la SONACOS. L'installation de cette

unité moderne à Touba renforcera notre capacité de transformation, créera des emplois et contribuera de manière significative à la souveraineté alimentaire du Sénégal », a déclaré Elhadji Ndane Diagne, directeur général de la SONACOS, dans des propos relayés par la RTS. Si, pour l'heure, le calendrier de mise en œuvre du projet et les modalités concrètes de déploiement de l'unité industrielle ne sont pas encore connus, cette initiative traduit la volonté de la SONACOS de consolider son leadership sur le marché national de l'arachide. Cette annonce intervient alors que l'entreprise publique reste encore confrontée à des défis structurels, notamment en ce qui concerne son incapacité à exploiter le plein potentiel de sa capacité de transformation. Pour le compte de la campagne de commercialisation d'ara-

chide de 2024/2025, par exemple, l'entreprise est parvenue à collecter 155 000 tonnes de matière première, alors qu'elle revendique une capacité de trituration installée de 300 000 tonnes. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette sous-performance entre la concurrence avec les exportateurs étrangers, la vétusté de certaines installations et les difficultés financières de la société. Selon les données officielles, la SONACOS SA a enregistré des pertes cumulées de 33,04 milliards FCFA (59,11 millions \$) sur la période couvrant les exercices 2023 et 2024. Une contreperformance qui a mené la société à une situation grave, caractérisée par des capitaux propres négatifs de 9,5 milliards de francs CFA (16,9 millions \$), révélant une dégradation significative de la structure financière de l'entreprise.

NAMIBIE

Rhino Resources confirme le potentiel pétrogazier de l'offshore

Grâce aux découvertes pétrolières réalisées successivement par TotalEnergies, Shell ou encore Galp, la Namibie a démontré la présence de gisements de classe mondiale dans son bassin offshore d'Orange. Cette zone d'intérêt ne semble toutefois pas encore avoir révélé tout son potentiel. Mercredi 1er octobre, la compagnie pétrolière Rhino Resources, via sa filiale locale, a annoncé la découverte de gaz à condensat riche dans le puits Volans-1X, foré sur sa licence offshore PEL 85, au large de la Namibie, dans le bassin de l'Orange. C'est le troisième succès consécutif pour la compagnie sur ce bloc. En s'ajoutant aux découvertes de pétrole brut réalisées ces dernières années dans la zone, Volans-1X met en lumière une diversité de gisements qui élargit le potentiel en hydrocarbures de la région. Foré à partir du 31 juillet 2025 avec la plateforme semi-submersible Deepsea Mira, Volans-1X a atteint une profondeur totale de 4 497,5 mètres le 30 août. Les opérations de diagraphie ont révélé environ 26 mètres de réservoir net dans des formations du Crétacé supérieur, sans contact avec de l'eau. Les échantillons montrent que ce gaz contient une fraction liquide significative. Ces liquides, appelés condensats, ont une qualité similaire à celle d'un brut léger de 40° API. Selon Rhino, ces caractéristiques diffèrent de celles observées dans les puits Capricornus-1X et Sagittarius-1X, forés sur la même licence. Depuis 2022, le bassin de l'Orange a été le théâtre de plusieurs découvertes majeures. TotalEnergies a ainsi mis au jour du pétrole brut léger avec le puits Venus-1X, dans le bloc 2913 B. Shell a trouvé des colonnes d'hydrocarbures dans les puits Graff-1X, La Rona-1X et Jonker-1X. Il y a quelques mois cependant, Shell a déprécié une partie de ses actifs en Namibie, évoquant notamment des incertitudes commerciales liées à une proportion gazière élevée dans ses découvertes. TotalEnergies a pour sa part ralenti le développement du gisement Venus, où la proportion importante de gaz associé constitue l'un des défis techniques identifiés dans ses études.

BOURSE ZURICH

Le SMI reste englué dans le rouge

La Bourse suisse ne parvenait pas à se redresser mardi en fin de matinée. La crise politique française pesait sur l'appétit des investisseurs, qui boudaient aussi la place parisienne. Paris égarait ainsi un peu mois de 0,1%.

La marge de manoeuvre du président de la République, Emmanuel Macron, semble de plus en plus ténue, alors qu'un de ses alliés et ancien Premier ministre, Édouard Philippe lui a demandé d'organiser une élection présidentielle anticipée, après l'adoption d'un budget pour 2026, pour l'instant impossible à composer. Face à ce contexte politique et budgétaire outre-Jura, Paul Donovan, chef économiste de la gestion de fortune globale d'UBS, convoque l'épisode de la laïtue, dont la durée de vie avait dépassé celle du règne de l'ex-Première ministre britannique Liz Truss. Le parallèle s'arrête là, selon lui, car la situation dans le pays de Molière est différente de la débâcle qui avait eu lieu outre-Manche. "Le marché obligataire français reste ordonné. Les actifs français auront une prime de risque, les investisseurs attendant de voir si un nouveau gouvernement ou de nouvelles élections" sortiront de cette période agitée. Ipek Ozkardeskaya, de Swissquote, cingle elle un pays "à peine gouvernable en l'état". Quant à John Plassard de Cité Gestion, il constate aussi que "la France navigue à vue, sans budget voté, sans cap lisible et avec une dette qui continue de croître plus vite que la croissance." Pour lui, "le message des marchés est limpide: tant qu'une majorité claire n'émergera pas pour porter la politique budgétaire, la prime exigée par les investisseurs restera maximale - et la confiance, minimale." Au chapitre macroéconomique, le déficit commercial de l'Hexagone s'est

réduit en août pour le troisième mois de suite quand les commandes à l'industrie allemande ont reculé en août pour le quatrième mois d'affilée. La présidente de la Banque centrale européenne Christine Lagarde prononcera un discours en début de soirée, tandis que de l'autre côté de l'Atlantique, la vice-présidente de la Fed Michelle Bowman et le gouverneur de la Fed Stephen Miran doivent prendre la parole. Vers 10h55, le SMI égarait toujours 0,09% à 12'540,06 points, après avoir fini lundi sur un gain de 0,35% à 12551,36 points. Le SLI se délestait de 0,08% à 2036,97 points et le SPI de 0,05% à 17'282,76 points. Parmi les valeurs vedettes, quinze gagnaient du terrain et autant en perdaient. Givaudan (+1,4%) conservait la tête de la course, devant Swatch Group et le bon Lindt (+0,9% chacun). Le groupe horloger biennois a fait savoir que le directeur général de la marque Swatch, Alain Villard, partait en congé sabbatique d'une année. Vivian Stauffer, président de la marque Hamilton, a repris le poste au 1er octobre. L'autre géant helvétique du luxe, Richemont, était relégué au pied du podium avec SGS (+0,8% chacun). Le poids lourd Nestlé (+0,6%) distançait encore ses compères Roche (-0,2%) et Novartis (-0,8%). VAT avait inversé la tendance, perdant désormais 0,8%. Citigroup a entamé la couverture du titre à "buy" avec un objectif de cours à 425 francs suisses. Kühne+Nagel se délestait d'autant.

Goldman Sachs a abaissé l'objectif de cours du schwytois à 153 francs suisses, contre 168 francs suisses, mais maintenu la recommandation à "sell". Les bancaires étaient aussi à la peine, Julius Bär reculant de 0,3% et UBS de 0,4%. La lanterne rouge revenait à Amrise (-1,3%). Sur le marché élargi, Stadler Rail (+0,9%) va bénéficier, avec Hitachi et Siemens, d'un contrat-cadre des CFF portant sur 1,4 milliard de francs suisses. Le constructeur de matériel roulant a aussi décroché une commande des transports publics de Helsinki pour la livraison de 63 trams de la gamme Tango Nordic, avec une option pour 120 véhicules supplémentaires.

Le laboratoire Cosmo (+0,4%) a décroché en Corée du Sud une homologation pour sa crème Winlevi (clascotérone), destinée au traitement de l'acné. U-blox (-0,1%) a invité ses actionnaires à une assemblée générale extraordinaire le 28 octobre. Ils devront se prononcer sur la décotation de l'entreprise de Thalwil dans le cadre de l'offre de rachat par Advent, via sa filiale ZI Zenith. Georg Fischer (-0,2%) a poursuivi sa mue, en cédant une fonderie en Allemagne, qui appartenait à sa division Casting Solutions. EFG International (-0,2%) a finalisé le rachat de son homologue genevoise Cité gestion.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 07 Octobre 2025 Valeur : 09 Octobre 2025					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		129.7864	129.8014
1	EUR	EURO		151.5386	151.5821
1	GBP	POUND STERLING		174.3972	174.5112
100	JPY	JAPANESE YEN		86.1910	86.2067
1	CNY	CHINESE YUAN		18.2282	18.2331
1	CHF	SWISS FRANC		162.7416	162.8625
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		92.9769	93.0076
1	DKK	DANISH KRONE		20.2997	20.3037
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8201	13.8238
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.0450	13.0486
1	AED	UAE DIRHAM		35.3343	35.3480
1	SAR	SAUDI RIYAL		34.6014	34.6072
1	KWD	KUWAITI DINAR		423.7231	423.9105
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.2027	44.6470
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1921	14.1937
1	LYD	LIBYAN DINAR		23.9009	24.0235
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.2504	3.2605
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.2951	177.2951

FACE AUX AGITATIONS POLITIQUES EN FRANCE

Les marchés européens flirtent avec l'équilibre

Les marchés européens flirtent avec l'équilibre, face à un nouvel épisode d'instabilité politique en France : la démission surprise hier du Premier ministre Sébastien Lecornu. Emmanuel Macron lui a donné deux jours pour mener d'ultimes négociations pour définir une plateforme d'action et de stabilité pour le pays. Le rendement du 10 ans français progresse aujourd'hui de 1,8 point de base à 3,587%. Côté valeurs, Valneva est bon dernier du SBF 120 après la révision à la baisse de certains objectifs financiers annuels. Vers 12h, le CAC 40 gagne 0,17% à 7985 points. L'Eurostoxx 50 cède

0,04%. En Europe, Shell (+1,68% à 32,115 euros) occupe la deuxième place de l'AEX 25 après la révision à la hausse des objectifs de production au troisième trimestre, tout en anticipant d'importantes dépréciations liées à l'abandon d'un projet de biocarburants à Rotterdam. En amont de la publication de ses résultats sur cette période le 30 octobre prochain, Shell a augmenté ses prévisions de volumes de production de gaz naturel liquéfié dans une fourchette de 7 à 7,4 millions de tonnes. Le groupe mondial énergétique et pétrochimique anticipait auparavant des volumes compris entre

6,7 et 7,3 millions de tonnes. À Paris, Valneva (-6,32%, à 4,562 euros) signe, de loin, la plus forte baisse du SBF 120 après plusieurs annonces. Le spécialiste des vaccins a annoncé un refinancement de sa dette et surtout la révision à la baisse de certains objectifs financiers annuels. Ainsi, à la suite de la décision de l'agence de santé américaine (FDA) de suspendre la licence du vaccin Ixchiq, contre le chikungunya, et compte tenu de l'incertitude actuelle alors que la société est en attente d'informations complémentaires de la FDA, Valneva a été contrainte de réduire ses objectifs. Nexans (-

3,01%, à 128,80 euros) affiche l'une des plus fortes baisses de l'indice SBF 120, pénalisé par la dégradation de Jefferies. Le bureau d'études est passé d'Achat à Conserver et affiche un objectif de cours de 139 euros dans une étude consacrée aux acteurs de l'industrie du câble. L'analyste justifie sa décision par la croissance plus faible de Nexans relativement à celle de ses concurrents et le potentiel moins important de bonne surprise au niveau du consensus. NKT A/S est la valeur préférée du broker dans le secteur et il reste à l'Achat sur Prysmian. En Allemagne, les commandes à l'industrie ont reculé de 0,8 % au

mois d'août, là où les analystes tablaient sur une hausse de 1,2%. En France, en août, le déficit de la balance commerciale s'est élevé à 5,5 milliards d'euros, contre des attentes à -5,2 milliards d'euros, et un précédent à -5,7 milliards d'euros. Les exportations se sont élevées à 51,8 milliards d'euros, tandis que la valeur des importations a atteint 57,3 milliards d'euros. Ce même indicateur est attendu aux États-Unis à 14h30. Sur le marché des devises, l'euro recule nettement (-0,38%) face au billet vert, il se négocie à 1,1666 dollar.

ELLE VA DEVENIR LA PREMIÈRE FEMME À DIRIGER LE JAPON

Sanae Takaichi veut relancer l'économie nippone avec plus de dépenses et moins d'impôts

Fidèle alliée de Shinzo Abe quand il était Premier ministre du Japon, Sanae Takaichi va assumer à son tour cette fonction. Pour relancer l'économie nippone, elle estime que le gouvernement doit tout contrôler.

Sanae Takaichi, figure majeure du Parti libéral-démocrate (PLD), a remporté les élections internes de la formation qui domine la vie politique japonaise depuis près de 70 ans. Elle s'apprête ainsi à devenir la première femme à diriger le pays. Conservatrice assumée sur le plan sociétal, elle se distingue pourtant par une approche plus interventionniste en matière économique. Sanae Takaichi a une priorité: relancer la dynamique budgétaire du Japon, avec un virage budgétaire assumé. "La tendance mondiale s'éloigne d'une austérité budgétaire excessive pour adopter une politique responsable et proactive dans laquelle les secteurs public et privé collaborent pour accroître les investissements et résoudre les problèmes sociaux", a rappelé la future cheffe du gouvernement. Concrètement, son programme se traduit par une augmentation des dépenses publiques, des baisses d'impôts ciblées et un soutien sans faille à une

politique monétaire très accommodante. Sanae Takaichi estime que la Banque du Japon doit suivre la ligne fixée par l'exécutif. "Qu'il s'agisse de politique budgétaire ou monétaire, c'est le gouvernement qui doit en assumer la responsabilité", a expliqué la nouvelle cheffe du PLD. Cette volonté de reprise en main pourrait retarder la hausse des taux d'intérêt anticipée ce mois-ci. L'objectif: stimuler la croissance, faire refluer une inflation jugée encore trop proche des 3 % et, surtout, transformer une inflation tirée par les coûts en une inflation portée par la demande.

Le retour des "Abenomics"?

Cette stratégie n'est pas sans rappeler les "Abenomics" de Shinzo Abe, dont Takaichi fut une proche alliée. Mais les effets pervers de cette politique –yen faible, hausse du coût de la vie– ont contribué à éroder la

confiance du public envers le PLD et à nourrir une certaine instabilité politique. Pour l'heure, les marchés semblent saluer son arrivée: les actions japonaises ont atteint de nouveaux sommets à l'ouverture ce lundi matin. Enfin, sur le plan diplomatique, Sanae Takaichi affiche un nationalisme marqué. Son mot d'ordre: "Le Japon est de retour!". En ligne de mire: la Chine. Les relations entre Tokyo et Pékin se sont déjà tendues ces derniers mois, et sa défense explicite de Taïwan ou son discours dur sur les questions historiques ne devraient pas les apaiser. Pourtant, le pragmatisme pourrait l'emporter: les entreprises japonaises demeurent étroitement dépendantes du marché chinois. À l'instar de Shinzo Abe, Takaichi pourrait choisir de mettre en veille les divergences politiques pour préserver les synergies économiques et donner un nouveau souffle à l'économie nippone.

ROYAUME-UNI

L'activité économique a ralenti en septembre

La croissance de l'activité économique britannique est tombée à son plus bas niveau en cinq mois en septembre, les entreprises et les consommateurs ayant reporté leurs grosses dépenses. Elles attendent de voir si elles seraient affectées par les hausses d'impôts prévues dans le budget de novembre, comme le révèle une enquête publiée vendredi 3 octo-

bre. L'indice S&P Global des directeurs d'achat du secteur des services britanniques est tombé à 50,8 en septembre contre 54,2 en août, soit le niveau le plus bas depuis avril. L'indice PMI composite a lui aussi été révisé à son plus bas niveau depuis avril, à 50,1, juste une fraction au-dessus de la barre des 50 qui sépare la croissance de la

contraction. La chancelière de l'Echiquier, Rachel Reeves, doit présenter son deuxième budget annuel le 26 novembre, mais de nombreux économistes estiment qu'elle devra augmenter les impôts ou réduire les dépenses de plusieurs dizaines de milliards de livres, un peu plus d'un an après avoir présenté le plus important budget d'augmentation d'impôts en

Grande-Bretagne depuis 1993. Les responsables de la Banque d'Angleterre sont divisés sur la mesure dans laquelle la hausse temporaire potentielle de l'inflation à des niveaux presque deux fois supérieurs à son objectif devrait les rendre réticents à réduire davantage les taux d'intérêt par rapport aux 4 % actuels.

NORVÈGE

Le fonds souverain se désengage de certains actifs

Le fonds souverain de Norvège a annoncé avoir décidé d'exclure de son portefeuille six entreprises liées à Israël en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, à la suite d'un exa-

men de ses investissements en Israël. Le fonds souverain norvégien est le plus riche au monde. Avec une enveloppe de 1 700 milliards d'euros, il investit dans plus de 8 600 entreprises à tra-

vers le monde. Il est également connu sous le nom de fonds pétrolier, car il est alimenté par les recettes considérables provenant des exportations de pétrole et de gaz du pays.

ALLEMAGNE

Berlin lance un programme de décarbonation industrielle de 6 milliards d'euros

L'Allemagne lance un programme de décarbonation industrielle de 6 milliards d'euros, incluant la technologie CCS. La ministre allemande de l'Économie, Katherina Reiche, a présenté lundi une initiative de financement de 6 milliards d'euros (7 milliards de dollars) visant à décarboner l'industrie, intégrant pour la première fois la technologie de captage et stockage du carbone (CCS) dans les contrats de protection climatique du pays. Le programme cible les secteurs à forte intensité énergétique tels que la chimie, l'acier, le ciment et le verre, alors que l'Allemagne doit concilier des objectifs climatiques stricts et des inquiétudes sur la com-

pétitivité industrielle. Les entreprises ont jusqu'au 1^{er} décembre pour inscrire leurs projets en vue du processus d'appel d'offres de l'année prochaine. Le lancement des appels d'offres est prévu pour la mi-2026, sous réserve de l'approbation budgétaire du Parlement et du feu vert de l'Union européenne en matière d'aides d'État. Cette nouvelle phase marque une extension du programme de l'an dernier en intégrant la technologie CCS, qui permet de capter les émissions de CO₂ pour les stocker sous terre. Sur la base de contrats de 15 ans, le gouvernement subventionnera les coûts des entreprises passant à des modes de production

plus propres, les protégeant ainsi de la volatilité des prix de l'énergie et du carbone. Les contrats seront attribués lors d'enchères compétitives, les projets nécessitant la subvention la plus faible par tonne de CO₂ évitée étant prioritaires. En contrepartie, les entreprises subventionnées devront respecter des échéances contraignantes de réduction des émissions. Les fédérations industrielles ont salué l'intégration du CCS et l'approche flexible, soulignant la nécessité de pragmatisme pour concilier les objectifs climatiques avec les défis économiques, notamment le coût élevé de l'énergie et la baisse de performance industrielle.

FRANCE

Le déficit commercial se réduit en août à 5,8 milliards d'euros

En août, le déficit commercial de la France recule pour le troisième mois consécutif, à 5,8 milliards d'euros, porté par une hausse des exportations et une stabilité des importations. Le déficit commercial de la France s'est réduit en août pour le troisième mois de suite, à 5,8 milliards d'euros, à la faveur d'une hausse des exportations et d'une stabilité des importations, ont indiqué les douanes mardi. Les exportations se sont établies à 51,8 milliards d'euros, en progression de 300 millions d'euros, et les importations ont été stables à 57,6 milliards d'euros, ont précisé les douanes. Le solde énergétique de la France s'est quant à lui amélioré de 200 millions d'euros, grâce à une baisse des importations et d'une hausse des exportations, pour s'établir en déficit de 3,5 milliards d'euros. Le solde des produits manufacturés est pour sa part stable, en déficit de 4,2 milliards d'euros, tandis que le solde des produits agricoles est à l'équilibre pour le quatrième mois consécutif, affirment les douanes. Sur douze mois, le solde commercial est en déficit de 78,5 milliards d'euros, mais s'est amélioré de 1,7 milliard d'euros par rapport au mois précédent. Les douanes ont aussi observé une baisse du nombre d'exportateurs vers les États-Unis au deuxième trimestre, après une progression au premier trimestre, attribuant cette évolution à la guerre commerciale, à l'occasion de laquelle les exportateurs ont écoulé des marchandises aux États-Unis avant la mise en place définitive de droits de douane par l'administration américaine.

ITALIE

Une minorité de contribuables finance les deux tiers de l'Etat-providence

Si la majorité des plus modestes contribue très peu parce qu'elle vit réellement avec des revenus faibles, d'autres profitent d'une économie souterraine, qui reste l'une des plus importantes d'Europe. Alors que la pression fiscale a atteint 42,6% du PIB en 2024, le pays révèle un déséquilibre profond: 20% des Italiens assurent à eux seuls près des deux tiers de l'impôt sur le revenu. Ils sont les grands perdants des baisses d'impôts (destinées aux plus démunis) et de l'inflation. Un système qui alimente la défiance fiscale. En 2024, la pression fiscale en Italie a atteint 42,6% du PIB (42,8% en France), en hausse de 1,2 point par rapport à l'année précédente. Rien d'étonnant dans un pays qui se considère « étouffé par les impôts ». Mais ce récit est largement troqué: seule une partie des contribuables est effectivement écrasée par la charge fiscale, tandis qu'une large majorité y échappe. Le dernier rapport de l'Observatoire Itinerari Previdenziali, basé sur les déclarations de revenus de 2024, est clair: le système italien repose en réalité sur une minorité qui finance, presque seule, l'ensemble des dépenses de l'Etat.

La Police américaine arrête un véhicule pour conduite en état d'ivresse... mais il n'y avait pas de conducteur au volant

C'est une opération de police de la route assez cocasse qui a récemment eu lieu aux États-Unis. Les forces de l'ordre ont en effet arrêté une voiture qu'elles croyaient occupée par un conducteur en état d'ébriété... alors qu'il n'y avait personne au volant.

Les véhicules autonomes font fantasmer de nombreuses personnes, en ce qu'ils sont une sorte de vision du futur, avec des automobiles qui sont capables de conduire correctement sans qu'il n'y ait à effectuer aucun mouvement. Malheureusement, si les progrès sont véritables dans ce secteur, il n'en reste pas moins vrai qu'un certain nombre d'accidents plus ou moins graves ou aussi été générés par ces voitures. Et d'autres fois, si elles ne créent pas de dégâts, elles peuvent aussi se conduire comme les pires des chauffards !

Un véhicule autonome erratique arrêté par la police

Dans la nuit du 26 au 27 septembre dernier, deux policiers de San Bruno (Californie) repèrent un véhicule en train de faire un demi-tour à un feu rouge, pour reprendre dans l'autre sens. Un comportement qui, par expérience, leur fait tout de suite penser à un conducteur ivre, aux trousseaux duquel ils se mettent alors directement. Sirènes allumées, ils se mettent à poursuivre le véhicule, qui s'arrête très vite, au bout de quelques mètres, sur le bas côté. Une opération qui semble finalement aller sur des roulettes, jusqu'à ce que l'un des policiers s'approche de l'habitacle, pour contrôler le conducteur. Et là, surprise, il tombe sur un siège vide ! Car le véhicule en question était un taxi autonome de la marque Waymo, une filiale de Google.



Il était impossible de mettre une amende

« Les agents ont arrêté le véhicule et ont contacté l'entreprise pour l'informer de cette "anomalie" » ont expliqué les autorités dans une publication Instagram. En effet, en l'absence de conducteur humain, il n'était pas possible d'établir une contravention classique. « Comme il n'y avait pas de conducteur humain, au-

cune contravention n'a pu être dressée (nos carnets de contravention ne comportent pas de case "robot") » a plaisanté à moitié la police de San Bruno. « C'est vrai... pas de conducteur, pas de mains, pas d'explication » a-t-il été résumé. La seule action possible a finalement été « la reprogrammation [qui] empêchera le véhicule de commettre d'autres infractions ».

La dernière lubie d'Elon Musk va secouer le Web

Elon Musk avance sur son nouveau projet, développé par sa société d'intelligence xAI. Un projet qui pourrait accroître son empire du numérique.

L'homme le plus riche du monde a récemment un nouveau projet, qui est de rivaliser avec l'encyclopédie en ligne Wikipédia, pour lui abîmée par des biais de gauche. Ce projet devrait donner naissance à une autre encyclopédie open source, baptisée Grokipedia. Et aujourd'hui, on en apprend un peu plus sur cette nouveauté, qui arrive très vite devant les yeux du public.

La première beta de Grokipedia lancée dans deux semaines

Elon Musk n'est pas très mystérieux sur son projet Grokipedia. Alors qu'il l'avait d'abord évoqué nonchalamment lors d'un échange banal, il vient de donner plus de précision sur cette encyclopédie, toujours via un message posté sur son compte X. Il a ainsi expliqué que « la version 0.1 bêta préliminaire de Grokipedia sera publiée dans deux semaines. » Un message qui citait un twittoteur, qui assurait que « Grokipedia va devenir la source de connaissances la plus vaste et la plus précise au monde, pour les humains et l'IA, sans aucune limite d'utilisation. »

L'IA sera utilisée pour vérifier la véracité des sources

La différence avec l'encyclopédie collaborative Wikipédia se trouvera dans l'utilisation de Grok, l'IA de xAI. Le modèle de langage de l'entreprise d'Elon Musk analysera ainsi l'ensemble des sources en ligne (dont Wikipédia), pour voir si elles sont vraies, semi-factuelles, fausses ou bien si elles manquent de contexte. L'IA sera ensuite, après cette analyse, chargée de retravailler les sources défectueuses pour corriger les inexactitudes, les semi-vérités et intégrer plus de contexte quand c'est nécessaire. « La raison pour laquelle ce sera la véritable source de connaissances, c'est parce qu'elle est conçue uniquement pour la vérité et pour naviguer vers la vérité... sans parti pris ni intentions cachées » veut croire le twittoteur cité par Elon Musk. Trop enthousiaste, ou prophétique ?

OpenAI annonce la signature d'un accord stratégique avec AMD

OpenAI annonce la signature d'un nouveau partenariat géant. Cette fois, la firme de Sam Altman s'accorde avec AMD, le fabricant américain de semi-conducteurs. OpenAI, c'est à la base le père de ChatGPT, le chatbot qui a lancé la folie de l'intelligence artificielle. Mais ces derniers temps, l'entreprise américaine est surtout le géant qui multiplie des accords géants, qui se chiffrent en dizaines de milliards de dollars. Il y a deux semaines, OpenAI et NVIDIA communiquaient ainsi sur un partenariat signé de 100 milliards de dollars. Et aujourd'hui, c'est un concurrent de NVIDIA qui va travailler avec OpenAI.

Un partenariat portant sur un ensemble de GPU d'une puissance cumulée de 6 gigawatts

On se demande où va bien pouvoir s'arrêter OpenAI. L'entreprise américaine annonce en effet encore un partenariat

stratégique avec un autre monstre sacré de la tech, à savoir le spécialiste des semi-conducteurs AMD. Cette alliance va entraîner la livraison de la part d'AMD de centaines de milliers de GPU sur les prochaines années, GPU utilisés pour l'entraînement des IA, et ce, à partir du second semestre 2026. Au total, c'est un ensemble équivalent à une puissance de 6 gigawatts (soit la puissance de 5 à 6 réacteurs nucléaires) qui finira par être fourni.

OpenAI pourra devenir actionnaire à hauteur de 10% d'AMD

Avec cette alliance, OpenAI s'ouvre une autre voie de fourniture pour les GPU qui lui permet de relativiser sa dépendance à NVIDIA - même si la firme de Jensen Huang reste clairement la société la plus prisée pour ses processeurs graphiques. Et si l'on parle d'alliance, c'est qu'il ne s'agit pas d'un simple contrat



de commandes. En effet, le deal devrait attirer d'autres partenaires dans l'avenir. « D'autres vont suivre, car il s'agit véritablement d'un

pionnier, un pionnier dans le secteur qui exerce une grande influence sur l'écosystème au sens large » veut ainsi prédire le directeur de la stratégie

chez AMD, Mat Hein. Et cerise sur gâteau, l'accord conclu offre une option à OpenAI qui lui permettrait d'acquiescer jusqu'à 10% du capital d'AMD.

Une voiture japonaise serait le modèle le moins fiable du Royaume-Uni selon une prestigieuse enquête

Même si elles possèdent une image de fiabilité souvent justifiée, les voitures japonaises ne sont pas forcément toujours irréprochables dans ce domaine. Un prestigieux classement annuel consacré à ce sujet le montre bien, puisque ce sont les propriétaires de la deuxième génération de Nissan Juke qui affirment avoir rencontré le plus grand nombre de problèmes. Les résultats de cette enquête effectuée auprès de plus de 30 000 propriétaires de véhicules récents au Royaume-Uni restent toutefois à prendre avec quelques pincettes.

Ma future voiture sera-t-elle fiable ? C'est souvent la principale question que l'on se pose lorsqu'on est en quête d'un véhicule d'occasion. Mais il est malheureusement impossible d'y répondre avec une certitude absolue. Même si certains modèles offrent plus de tranquillité d'esprit que d'autres, il est toujours possible de tomber sur un exemplaire qui va connaître des problèmes inhabituels. Dans notre formulaire de fiabilité, certains propriétaires de Toyota ou Honda nous ont ainsi fait part de leurs déconvenues, alors que ces deux marques disposent d'une réputation très flatteuse dans ce domaine. C'est cependant leur compatriote Nissan qui écope aujourd'hui d'un bonnet d'âne dans la grande enquête de fiabilité annuelle du magazine britannique What Car ?, menée auprès de 30 000 conducteurs. Même si ce mauvais résultat est en réalité obtenu par un modèle produit justement de l'autre côté de la Manche.

Des immobilisations trop longues pour le Nissan Juke 2

Dans cette étude, la deuxième génération de Nissan Juke est en effet classée comme le modèle le moins fiable au Royaume-Uni, du moins dans ses versions essence. 12 % des répondants évoquent ainsi des soucis de moteur, un pourcentage identique aux défaillances de batterie 12 volts. 6 % des sondés disent par ailleurs avoir été embêtés par le système d'alimentation en carburant ou l'électricité. Des pourcentages significatifs mais qui ne suffisent pas à hurler à la catastrophe. Le plus gênant, c'est finalement que 64 % des personnes interrogées aient eu à subir des immobilisations de plus d'une semaine. Autre grief, le constructeur aurait manqué de générosité dans les prises en charge financières, plus de 60 % des factures à régler excédant les 1 500 livres (environ 1 700 €).

Les Volkswagen Tiguan 3 et Kia Sportage 4 aussi sur le podium

La deuxième position de ce classement des véhicules les moins fiables au Royaume-Uni est occupée par un modèle beaucoup plus présent dans les témoignages de notre propre formulaire de fiabilité que le Juke. Il s'agit du Volkswagen Tiguan troisième du nom, pour lequel vous avez été nombreux à nous relater des bugs électroniques parfois infaillibles. 31 % des répondants à l'enquête de What Car ? déplorent d'ailleurs des problèmes de système multimédia, mais ils sont aussi 19 % à évoquer des soucis de freinage, plus inquiétants. L'électricité et la carrosserie ne sont pas jugées irréprochables non plus. Tous ces défauts ont été pris en charge sans sourciller, mais ont imposé une immobilisation de plus d'une semaine dans 41 % des cas.

La troisième marche du podium est occu-



pée par l'ancien Kia Sportage, vendu entre 2016 et 2021. Encore une production issue d'un constructeur asiatique donc, avec 21 % de propriétaires qui regrettent des défaillances moteur et un pourcentage iden-

tique pour les ennuis sur les boîtes de vitesse. Le Mazda CX-60 arrive quatrième. Il est vrai que ce SUV familial japonais a connu de nombreux ennuis de jeunesse, progressivement corrigés à grands coups

de rappel. Quant à la cinquième position, elle est occupée par une compatriote du Tiguan, l'actuelle Mercedes Classe C, la faute à des soucis de moteur, d'air conditionné, de boîte de vitesse, d'électricité ou de système d'alimentation en carburant.

L'Asie domine le classement des modèles les plus fiables

Dans le classement des modèles les plus fiables, l'Asie prend toutefois sa revanche. Les quatre premières places, à égalité, sont ainsi prises par les Hyundai i10 et Santa Fe, Kia EV3 et Toyota GR Yaris, alors que la petite Toyota Aygo X, tout juste restylée, finit seule au cinquième rang. La sixième position du Vauxhall Grandland (Opel Grandland chez nous), dans ses versions essence, n'en apparaît que plus méritoire et étonnante. Le cousin du Peugeot 3008 parvient même à devancer l'actuel Toyota RAV4. Mais attention, même si la photo du site What Car ? montre la précédente génération du SUV à l'Éclair et son 1.2 Puretech à courroie tant décrié, les résultats portent, eux, sur la seconde mouture, sortie en 2024. On parle donc ici de véhicules très récents, qui n'ont pas encore eu de temps de parcourir de gros kilométrages, et c'est encore pire pour l'EV3. Il faudra davantage de recul pour pouvoir acquérir des certitudes sur la capacité de ces modèles à traverser les années sans encombre.

Une enquête à prendre avec de grosses pincettes

Cela illustre bien à quel point la fiabilité est une science complexe, obligeant à prendre les résultats de toutes les enquêtes consacrées à ce sujet avec quelques pincettes. Celle de What Car ? ne fait pas exception. Aussi énorme qu'il puisse paraître, le nombre de 30 000 répondants reste une goutte d'eau par rapport au plus de 35 millions qui roulent sur les routes du Royaume-Uni. De plus, le sondage se limite à des véhicules de moins de cinq ans. Cela évite de fausser les résultats avec des voitures qui auraient souffert d'un manque d'entretien, mais en contrepartie, les nombreux acheteurs de modèles plus âgés ne pourront guère compter sur cette étude pour les aider dans leur choix. Enfin, les Britanniques n'achètent pas du tout les mêmes voitures que les Français. L'an dernier, outre-Manche, les Ford Puma, Kia Sportage et Nissan Qashqai ont été les trois modèles les plus vendus, alors qu'ils sont bien plus discrets chez nous. A contrario, les Renault Clio, Peugeot 208, Dacia Sandero ou Citroën C3 ne figuraient même pas dans le top 10. Cela influence forcément le volume de réponse, qui a une énorme importance dans ce style d'étude. Même s'ils peuvent donner quelques indications, les résultats de cette enquête What Car ? ne sont donc pas directement transposables à l'Hexagone.

Mots fléchés

Harmoniser		Toto		Coupelle de labo		Peau de veau mort-né		Fumeur sicilien		Calcium		Revenus réguliers
Entre la chaussée et le fossé		Trompée		Tirer le lait		Oeuvres dramatiques		Marque automobile japonaise				Soufflé
										Grain de chapelet		
										Canards nordiques		
Dramaturge français (Georges)											Par Elle est utilisée comme colorant	
Voile triangulaire												
			Globules sphériques		Déchif-fraient							
On peut les franchir									Donné			
Arôme									Largeur d'étoffe			
					Grasse		Ajustés					
Partie d'examen		Un personnage de Shakespeare Il peut être trempé				Saint de la joie					Une intervalle musicale	Chapeau de feutre
				Complice de Francis Blanche		Démonstratif		Une salade	Mondain			
									Récif dangereux			
L'arc-en-ciel était la trace de son pied	Un personnage du Misanthrope									Écrivain italien		
										Samarium		
				Ils sont encore jeunes Père de Sem, Cham et Japhet							Petit tour	
											Tanneurs	
Commune à côté de Nantes	Épanchement		Natifs			Boussole de navigation						
			Pays d'Afrique central			Tantale						
						Imitation sans valeur				Prénom féminin		
						Qui est bien appris				Écorce pulvérisée		
Footbal-leur, tennisman, basketteur		Finis							Ancienne mesure chinoise			
		Singe araignée							Dirigeant portugais			
				Commune normande		Décalitre						Lions de mer
						Il y a l'avant et l'après						
Sa capitale est Salt Lake City					Clones	Célèbre dialoguiste français (Henri) Pronom personnel						
Trou perdu				Pièce d'une charrue				Champion du monde de boxe (Mike)		Travail forcé		
				Lettre grecque						No trump (sans atout au bridge)		
Exalitre			Cadeau du ciel			Parasite de l'intestin						Son nom indique sa forme
Âpres			Voie ferrée			Religieuse						
						Énigme						
Convive		Souffrants								Note de musique	Morceau de choix	
		Formule d'encouragement									Possessif	
						Rouquines						
Élèves catholiques pour le titi parisien						Greffa					Sélénium	

PÉTROLE

Le Brent stable à 65,25 dollars

Les cours du pétrole étaient stables, mardi, dans un marché rassuré après la décision prise par l'alliance de l'Opep+ d'augmenter plus modérément sa production pour le mois de novembre prochain. En milieu de la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, cédait 0,34% à 65,25 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en novembre, perdait 0,39% à 61,45 dollars. L'Algérie et sept autres pays de l'Opep+ ont décidé, dimanche, d'une hausse collective de leur production de l'ordre de 137.000 barils par jour (b/j) à compter du mois de novembre.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mercredi 8 octobre 2025 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



Le président de la République reçoit le ministre tunisien de la Défense

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, le ministre tunisien de la Défense, M. Khaled Sehili, et la délégation qui l'accompagne. L'audience s'est déroulée en présence du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, et du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

36 morts et 1634 blessés en une semaine

Trente-six (36) personnes sont décédées et 1634 autres ont été blessées dans 1206 accidents de la circulation survenus entre le 28 septembre et le 4 octobre en cours, dans plusieurs wilayas du pays, indique mardi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Biskra avec 5 morts et 27 blessés, suite à 25 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont effectué 1645 interventions pour l'extinction de 1205 incendies urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (137 incendies), Tizi-Ouzou (94) et Blida (75), ajoute le bilan. En outre, 5684 interventions ont été effectuées, durant la même période, pour le sauvetage de 420 personnes en situation de danger et l'exécution de 4926 opérations diverses d'assistance. Le dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a permis l'extinction de 83 incendies du couvert végétal à travers le territoire national, dont 13 incendies de forêts, 12 de maquis, 39 de broussailles, 8 d'arbres fruitiers, 01 incendie de bottes de foin et 10 autres de palmeraies.

DOMESTIC AIRLINES

Augmentation du nombre de vols à la fin du mois d'octobre

La compagnie aérienne algérienne " Domestic Airlines " spécialisée dans les lignes intérieures, compte à partir de la fin du mois d'octobre en cours, élever, sur plusieurs étapes, le nombre de vols vers différentes destinations, au départ d'Alger et de plusieurs wilayas du Sud du pays, a indiqué le conseiller du Directeur général de cette compagnie chargé de la communication et des relations publiques, Karim Bahar. "Cette compagnie commencera, à la fin du mois d'octobre en cours, à augmenter le nombre de vols en plusieurs étapes vers différentes destinations, au départ d'Alger et de plusieurs wilayas du Sud, comme Tamanrasset, Illizi, Bordj Badji Mokhtar et Djanet vers d'autres wilayas", a-t-il précisé à l'APS en marge de la 13ème édition du Salon international "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conférence

-NAPEC 2025". Il a ajouté que cette société, qui est une filiale d'Air Algérie, mettra en œuvre un autre programme, au début de l'année prochaine, visant à augmenter de manière significative le nombre de vols, précisant que la compagnie dispose actuellement de 15 avions et qu'elle prévoit acquérir d'autres appareils afin d'améliorer ses services, tout en tenant compte des exigences des clients et de l'amélioration de la qualité des services, des prix ainsi que du nombre de destinations. M. Bahar a également indiqué que "les prix appliqués par Domestic Airlines sont étudiés et réglementés, et seront à la portée des clients ". Pour ce qui est de la participation de "Domestic Airlines" à la 13e édition du NAPEC 2025, il a souligné qu'elle vise à faire connaître les services que la compagnie offre dans le domaine du transport aérien. A noter que le sa-

lon, qui s'étale sur trois jours, réunit plus de 500 exposants de 60 pays, représentant des entreprises opérant dans les secteurs de l'exploration, de la production, du transport et de la transformation des hydrocarbures, ainsi que dans les domaines des énergies renouvelables, de l'hydrogène, de la digitalisation et de la transition énergétique. Au programme de cette édition figurent également des conférences, des panels de haut niveau, des tables rondes et des ateliers techniques animés par des experts internationaux. Ces rencontres permettront d'aborder des thématiques d'actualité telles que l'hydrogène bas carbone, la décarbonation des industries pétrolières, l'investissement dans les infrastructures énergétiques, ainsi que les perspectives de coopération énergétique dans la région Afrique-Méditerranée.

MÉTAUX PRÉCIEUX

L'or franchit les 3.900 dollars l'once

Les prix de l'or ont atteint un nouveau sommet historique mardi, franchissant la barre de 3.900 dollars l'once, portés par une forte demande d'investissement dans un contexte d'incertitudes géopolitiques et économiques accrues, avec un soutien supplémentaire lié aux anticipations de nouvelles baisses des taux d'intérêt américains. L'or au comptant s'est maintenu à 3.957,60 dollars l'once, après avoir atteint un record absolu de 3.977,19 dollars plus tôt.

Les contrats à terme sur l'or américain pour livraison en décembre sont restés stables à 3.980,10 dollars. La demande persistante des banques centrales et la baisse des taux d'intérêt soutiennent le métal jaune. L'or, qui ne génère pas de rendement, prospère dans un environnement de taux d'intérêt bas et d'incertitude économique. Depuis le début de l'année, il a grimpé de 51 % grâce à des achats massifs des banques

centrales, à une demande accrue pour les fonds négociés en bourse adossés à l'or, à un dollar affaibli et à l'intérêt croissant des investisseurs particuliers cherchant à se couvrir face à la montée des tensions commerciales et géopolitiques. L'or atteindra 4.300 dollars l'once au cours des six prochains mois, selon des observateurs du marché. "Le dollar américain devrait continuer de se déprécier, et le contexte macroéconomique et géopoli-

tique reste globalement favorable à une appréciation du prix de l'or". La banque centrale chinoise a ajouté de l'or à ses réserves en septembre pour le onzième mois consécutif, selon les données de la Banque populaire de Chine. Ailleurs sur le marché, l'argent au comptant reculait de 0,4 % à 48,32 dollars l'once, le platine cédait 0,7 % à 1.613,81 dollars, tandis que le palladium progressait de 0,3 % à 1 323,43 dollars.

MONNAIES

Le dollar se renforce face à l'euro

Le dollar progressait, mardi, notamment face à l'euro qui est affecté par la situation politique et budgétaire en France. En début de séance, la devise américaine prenait 0,42% à la monnaie unique européenne, à 1,1662 dollar pour un euro. Le billet vert gagnait aussi 0,38%

face à la livre à 1,3433 dollar. Le dollar a regagné du terrain, malgré l'échec du Sénat américain à mettre fin lundi au blocage budgétaire qui paralyse une partie de l'Etat fédéral depuis six jours. De son côté, la livre souffre d'une baisse des prix de l'immobilier au Royaume-Uni

en septembre, en recul de 0,3% par rapport à août, Le yen pâtit, quant à lui, face au dollar, cédé à 150,80 dans le contexte de l'élection samedi de Sanae Takaichi à la tête du parti au pouvoir au Japon qui prône une nouvelle politique économique.

Le prix Nobel de physique 2025 décerné à trois chercheurs

Le prix Nobel de physique 2025 a été décerné, mardi, au Britannique John Clarke, à l'Américain John M. Martinis et au Français Michel H. Devoret pour leurs travaux dans la mécanique quantique. Le trio a été récompensé "pour la découverte de l'effet tunnel quantique macroscopique et de la quantification de l'énergie dans un circuit électrique", a déclaré le comité Nobel. Ils ont réalisé une série d'expériences pour démontrer que "les propriétés étranges du

monde quantique" peuvent être rendues concrètes dans un système assez grand pour être tenu dans la main. Une question majeure en physique est celle de la taille maximale d'un système pouvant démontrer des effets de mécanique quantique. La mécanique quantique décrit la façon dont les choses fonctionnent à des échelles incroyablement petites - au niveau des particules. Par exemple, lorsqu'une balle ordinaire frappe un mur,

elle rebondit et le prix décerné mardi récompense des expériences effectuées dans les années 1980 qui ont montré qu'une particule, à l'échelle quantique, peut en réalité traverser directement un mur comparable - un phénomène appelé "effet tunnel". Le prix Nobel de physique "a ouvert la voie au développement de la prochaine génération de technologies quantiques, notamment la cryptographie quantique, les ordinateurs quantiques et les capteurs

quantiques", selon le jury. L'an dernier, le prix Nobel de physique avait distingué le Britanno-Canadien Geoffrey Hinton et l'Américain John Hopfield pour leurs recherches dès les années 1980 sur les réseaux de neurones artificiels, ouvrant la voie au développement de l'intelligence artificielle contemporaine. Le Nobel consiste en un diplôme, une médaille d'or et un chèque de 11 millions de couronnes suédoises (près d'un million d'euros).